ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 085 - 18 mars 1989 - prix : 8 F

3ème tour contre l'austérité

PASSER DES GRÈVES A LA GRÈVE

M 6189 - 1085 - 8,00 F
3796189008001 10850

3e tour contre l'austérité

PASSER DES GRÈVES À LA GRÈVE

Décidément, les périodes électorales n'entraînent plus guère de trêve dans les mouvements sociaux. En pleine période d'élections municipales, la Corse est le théâtre d'une grève des fonctionnaires qui se généralise. Ailleurs, l'agitation se poursuit parmi les enseignants et pourrait reprendre dans les hôpitaux.

Mais outre ces grèves connues parce qu'elles concernent de grands secteurs de la fonction publique, d'autres se déroulent dans de nombreuses entreprises, notamment dans le secteur privé. Ici, ce sont les quelques centaines d'ouvriers d'une usine qui débrayent pour une augmentation de salaire, là, c'est un atelier qui cherche à entraîner les secteurs voisins. Ailleurs, comme à Clermont-Ferrand, ce sont les chauffeurs d'autobus qui observent des grèves à répétition.

A l'origine de ces mouvements, il y a parfois des réactions contre tel projet de licenciement patronal. Mais il y a surtout, dans la plupart des cas, le mécontentement sur les salaires. C'est pour les salaires que les enseignants revendiquent, pour les salaires que les fonctionnaires corses sont en grève générale, pour les salaires que les ouvriers de nombreuses entreprises cessent le travail, tout comme hier c'était pour les salaires que les infirmières manifestaient.

Tout le monde sait très bien pourquoi. Un sondage du journal patronal l'Expansion révèle – mais est-ce vraiment une révélation ?– que plus de la moitié des salariés s'estiment mal payés. Ce sont bien sûr plutôt ceux du bas de l'échelle qui pensent ainsi. Et lorsqu'on leur demande quelle augmentation ils estimeraient nécessaire, ils citent des chiffres allant de 1000 à 2000, voire 2500 F. Et là aussi, chacun sait très bien que le retard pris par la plupart des salaires, en six ans de blocage, tourne autour de telles sommes.

Alors comment peut-on continuer à dire que le problème posé est celui de la «revalorisation» du métier d'enseignant ou de celui d'infirmière, ou l'écart insuffisant entre le salaire des infirmières anesthésistes et celui des autres infirmières ? Et est-ce que les seuls fonctionnaires à être mal payés sont ceux de l'Ile de beauté, dont les syndicats formulent la revendication sous forme de la demande d'une prime «d'insularité», parce que les prix sont plus élevés en Corse que sur le continent ?

Et comment prétendre encore que le problème des bas salaires ouvriers est le problème d'une entreprise, voire d'un atelier ou d'une catégorie professionnelle ?

Les différents dirigeants syndicaux continuent pourtant de se comporter comme s'il en était bien ainsi. Il y a sur ce plan continuité d'une centrale à l'autre, et même continuité territoriale de la Corse au continent. Ils traitent cas par cas les revendications des professeurs et des instituteurs, des ouvriers d'une entreprise et de ceux de l'entreprise voisine, des fonctionnaires de Corse et de ceux du continent.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Dans ces conditions, patrons et gouvernement se sentent à l'aise pour répondre «au coup par coup» à l'agitation sociale ; ils promettent un peu à telle catégorie pas trop nombreuse, mais surtout finalement ne cèdent rien au plus grand nombre. Ils opposent une fin de non-recevoir aux revendications, comme vient de le faire Rocard face aux fonctionnaires corses, et attendent que les grévistes se lassent... avant qu'une autre corporation prenne le relais.

Les travailleurs, la classe ouvrière, montrent depuis des mois une tendance croissante à reprendre le chemin des luttes sociales pour régler leurs problèmes. Il leur manque la conscience que ces problèmes ne peuvent pas, pour la plupart, se résoudre par des conflits particuliers. C'est une politique d'ensemble, la politique d'austérité, de «rigueur», menée depuis des années par le patronat et les gouvernements quels qu'ils soient, qu'il faut battre en brèche. Et il est vital que les travailleurs prennent conscience qu'il faudra, pour cela, rien moins qu'une offensive d'ensemble de la classe ouvrière.

La politique des directions syndicales s'oppose directement à cette prise de conscience. Elle contribue à émietter les mouvements, à en faire une addition de conflits particuliers. Mais il faudra bien surmonter cet obstacle, faute de quoi la combativité ouvrière renaissante risque de s'épuiser, de déboucher sur la désillusion et la conviction qu'il n'y a rien à faire.

Il faut que les travailleurs de toutes les catégories apprennent à rassembler leurs forces, à unir leurs combats en un seul, à opposer au front uni du patronat et du gouvernement un front uni des travailleurs en lutte. Puisque les dirigeants syndicaux ne veulent pas y contribuer, cela devra se faire malgré eux. La classe ouvrière a bien des moyens de le faire, d'étendre ses luttes d'un atelier à l'autre, d'une entreprise à l'autre, d'un secteur à l'autre, tout comme cela s'est produit à la petite échelle de la Corse.

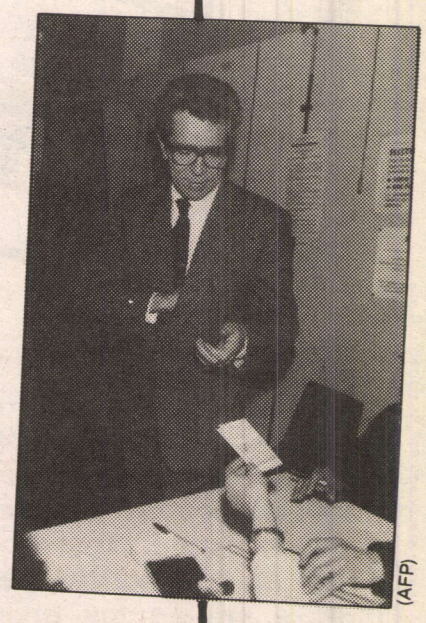
Cela se fera à brève ou à longue échéance, mais cela se fera, parce que c'est une nécessité. Tout comme la nécessité a imposé, malgré le recul des années précédentes, malgré le découragement des travailleurs, la reprise de la lutte de classe.

Au lendemain du premier tour des municipales, après avoir déclaré pendant leur campagne que dans ces élections purement locales il ne s'agissait pas de juger leur politique, Rocard et ses ministres ont poussé un soupir de soulagement, et déclaré qu'il n'y avait pas eu de «vote sanction» contre le gouvernement. Il faudrait savoir ! Non seulement c'est vite dit, mais surtout un nombre croissant de travailleurs semblent conscients qu'il y a des terrains bien plus efficaces que celui des urnes pour exprimer leur «sanction» à la politique du gouvernement.

Rocard s'énerve dès qu'il se heurte à quelques enseignants mécontents et tourne casaque dès que quelques assistants d'un meeting lui disent ce qu'ils pensent. Il risque de voir plus vite qu'il ne croit ce qu'est la «sanction» des travailleurs lorsqu'elle s'exprime sur le terrain de la lutte de classe, dans les entreprises et dans la rue, et lorsque, par leurs propres moyens, ils apprennent à surmonter les barrières corporatives que patronat et gouvernement, avec l'aide de dirigeants syndicaux complices, s'ingénient à leur opposer.

UN COUP D'ŒIL DANS L'URNE

(AFP)


(AFP)

Si comme toutes les élections, les «municipales» sont un thermomètre, donnant une image – même déformée – de l'opinion, quelles conclusions peut-on tirer du dernier scrutin ?

Si l'on se base sur les chiffres du ministère de l'Intérieur, on peut tout d'abord constater que les abstentions ont été plus importantes que lors du scrutin de 1983 : 27,18 % contre 21,63 %. Ce taux d'abstention est toutefois bien moindre que ceux des récentes élections cantonales (50,87 %) et législatives (34,26 %).

Depuis 1959, l'abstention aux premier tour des municipales avait déjà à trois reprises avoisiné les 25 %, mais lors des deux dernières consultations, elle était tombée entre 21 et 22 %. Il reste que l'augementation des abstentions a un caractère politique, au-delà de la simple lassitude face à la multiplication des consultations. Cette abstention est plus importante dans les grandes villes, c'est-à-dire là précisément où les choix se font plus sur la politique nationale que sur la gestion municipale elle-même. Le gouvernement craignait cette abstention, en particulier à la suite des mouvements revendicatifs, et redoutait qu'elle soit pour une partie de son électorat une façon de désavouer sa politique.

LES RAPPORTS GAUCHE-DROITE

En dehors de l'augmentation de l'abstention, on constate que le rapport de voix entre la gauche et la droite a peu évolué : toujours selon les chiffres du ministère de l'intérieur (qui fait le décompte sur la somme des voix des listes), la gauche aurait 48,02 % pour 50,34 % à la droite. L'écart entre l'une et l'autre reste sensiblement le même qu'en 1983.

Quant à en tirer la conclusion, comme Rocard au soir du scrutin, que les électeurs n'ont pas sanctionné le gouvernement et sa politique nationale, c'est vite dit. Cela supposerait qu'il n'y ait pas eu de mouvements internes au sein de la gauche et de la droite, et ce n'est pas le cas.

Le Parti Socialiste qui prétendait, en se basant sur les élections présidentielles et législatives de l'année dernière, avoir devancé le Parti Communiste dans nombre de ses fiefs, a dû se rendre à la raison. Là où il y avait des primaires entre les deux partis de gauche, dans des villes jusque-là dirigées par le PC, le PS ne devance le PC que dans trois villes sur 12. Et dans les villes déjà perdues par le PCF en 1983, ce dernier se maintient devant le PS dans sept villes sur 23. Toujours est-il qu'on est loin du rapport de forces électorales constaté entre Mitterrand et Lajoinie aux présidentielles, et même loin de celui constaté lors des législatives qui les ont suivies en 1988.

Par ailleurs, tous les commentateurs ont relevé la percée des écologistes... Tous les partis présents au second tour aussi, les résultats les ont d'ailleurs fait «verdir». Là où les écologistes ont été présents, ils ont fait fréquemment des scores avoisinant les 10 %, et parfois les dépassant largement, leur permettant de se maintenir au second tour. Leur progression n'est pas seulement marquée par le fait qu'ils ont été présents dans un plus grand nombre de municipalités qu'en 1983, mais aussi par l'amélioration de leurs scores là où ils étaient déjà présents. Ce qui signifie qu'eux aussi ont mordu sur les autres partis, et donc aussi sur la gauche par rapport à laquelle, pour certains électeurs, le vote écologiste a pu prendre le sens d'un vote protestataire.

LA PERSISTANCE DE L'EXTREME-DROITE

On peut par contre constater que c'est à droite que la politique de Rocard-Mitterrand a gagné du terrain. Celle-ci, faite de fermeté à l'égard des revendications des travailleurs et des aspirations de l'électorat traditionnel de gauche, mais de séduction et de cadeaux en direction des bourgeois petits et grands, en avait l'ambition. Sans compter que dans quelques villes, ce sont directement des hommes de droite, plus ou moins baptisés «centristes» jusque-là, qui se sont retrouvés sur des listes du Parti Socialiste.

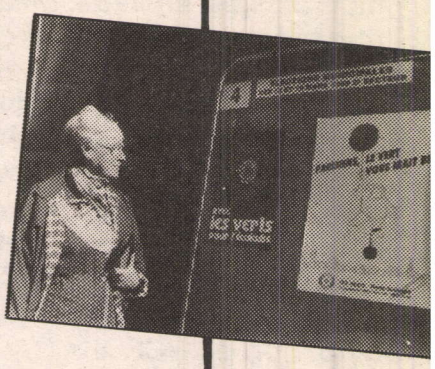
C'est la droite traditionnelle qui a fait le plus les frais du scrutin, passant de 50,78 % en 1983 à 47,13 % en 1989. La seule présence du Front National dans le dernier scrutin, alors qu'il en était quasiment absent en 1983, n'explique pas toute la perte. En n'étant présent que dans quelques centaines de municipalités, la totalisation du Front National au niveau du pays lui donne un score de 2,53 %, alors même que la perte de la droite traditionnelle est de 3,65 %. L'évolution de la droite vers l'extrême droite permet au parti de Le Pen d'entrer dans nombre de conseils municipaux de grandes villes, et lui procure plusieurs centaines d'élus (526 rien qu'au premier tour). Le score que fait le Front National dans nombre de villes, y compris à majorité ouvrière pour certaines, montre que le danger d'extrême-droite n'a pas reculé, même si au vu d'élections partielles récentes, des commentateurs nous le présentaient comme étant sur le déclin.

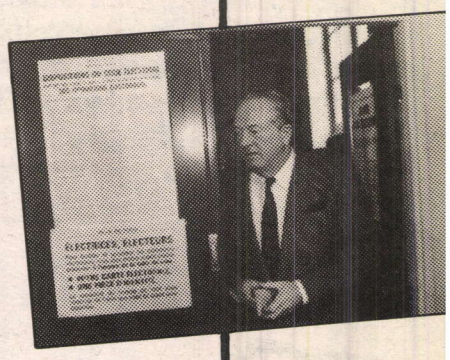
Certes à Marseille le Front National se contente de 12 % alors que Le Pen avait fait un score de 25 % aux présidentielles, mais outre qu'il ne s'agit pas du même type d'élections et que Marseille avec la candidature de Vigouroux présentait une situation particulière, il faut savoir que sur les 390 villes de plus de 20 000 habitants le Front National était présent dans 214, qu'il a obtenu dès le premier tour des élus dans 90 d'entre elles. De plus, il avait avec plus de 10 %, la possibilité de se maintenir au second tour dans 52, tout en ayant la possibilité dans 52 autres villes de marchander une alliance et de faire pression sur les autres partis de droite, parce qu'il y avait récolté plus de 5 % des voix.

Certes le Front National est encore très loin en matière municipale des partis traditionnels qui, rien qu'au premier tour, ont raflé 160 861 sièges pour la gauche, et 249 722 pour la droite. Mais il maintient ses scores et il a gravi une première marche pour asseoir, à l'image des autres partis «institutionnels», son appareil politique sur des élus locaux.

Bien entendu, ces élections pas plus que d'autres, n'indiquent rien sur le rapport réel des forces dans le pays – qui se joue dans les luttes et pas dans les urnes – et on peut laisser à Rocard et aux autres politiciens, qui se déclarent tous satisfaits des résultats, leurs motifs à réjouissance, que celle-ci soit réelle ou seulement simulée. Mais pour aucun des problèmes importants des travailleurs il n'y a quoi que ce soit de changé. On est seulement reparti pour un tour.

Louis GUILBERT





LES RESULTATS DU PREMIER TOUR

(selon le ministère de l'intérieur)

I : 35 373 549 ; V : 27 214 831 ; E : 26 186 678 ; Abs : 27,18 %

Listes	Voix	%	En 1983 Voix	%
Extrême gauche	82 766	0,34	138 056	0,54
PCF	925 324	3,85	599 511	2,36
Union gauche	4 419 750	18,39	7 201 133	28,36
PS	2 557 298	10,64	1 206 162	4,75
Divers gauche	1 202 205	4,99	948 442	3,73
Gauche-centr.	2 357 609	9,81	2 226 919	8,77
Ecologistes	353 416	1,47	147 884	0,58
Régionalistes	37 646	0,16		
de droite	11 328 216	47,13	12 894 312	50,78
Droite-FN	150 941	0,63		
FN	608 796	2,53		
Extrême droite	11 417	0,05	27 970	0,11
Gauche	11 544 952	48,02	12 320 223	48,51
Autres	391 062	1,63	147 884	0,58
Droite	12 099 370	50,34	12 922 282	50,89

Le ministère de l'intérieur précise que les *pourcentages des listes sont calculées sur la somme des voix des listes.* Cette somme n'est *pas égale au nombre des suffrages exprimés en raison du mode de scrutin dans les communes de moins de trois mille cinq cents habitants qui autorise le panachage.*

«Le Monde» du 15.03.89.

CERCLE LEON TROTSKY

La prochaine réunion portera sur :

L'EUROPE

Vendredi 28 avril 1989 à 20 h 30

Grande Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor à Paris 5e
(Métro : Maubert-Mutualité)

LES RÉSULTATS DE LUTTE OUVRIÈRE

Dans ces élections municipales, Lutte Ouvrière avait choisi de présenter des listes, au total, dans treize villes ou secteurs. On trouvera ci-contre leurs résultats complets.

Ces résultats restent faibles sans doute, et ils ne témoignent pas d'une évolution notable depuis les précédentes élections municipales, en 1983, ou même depuis l'élection présidentielle de l'an dernier. Cela dit, une fraction de l'électorat ouvrier et populaire a pu ainsi marquer son désaveu de la politique gouvernementale d'austérité, en votant pour des candidats communistes et révolutionnaires ayant toujours clairement dénoncé la politique d'austérité anti-ouvrière, qu'elle émane de gouvernements de droite ou de gouvernements socialistes avec ou sans participation du PCF.

Enfin, Lutte Ouvrière a pour la première fois des élus municipaux puisque notre camarade Christian Driano, ouvrier chez Peugeot à Sochaux, est élu à Montbéliard (Doubs) avec 5,85% des suffrages, et notre camarade Roland Szpirko, ouvrier chez Chausson à Creil, est élu dans cette même ville avec 8,98%.

Lutte Ouvrière était dans ces élections la seule organisation trotskiste à apparaître clairement sous son étiquette, et dans tous les cas en opposition à la politique d'austérité gouvernementale. La Ligue Communiste Révolutionnaire, pour sa part, n'apparaissait pas en tant que telle. Elle avait choisi d'apporter son appui, dans 26 villes, à des listes composées avec des «rénovateurs» ou des «reconstructeurs» communistes, des écologistes ou d'autres, sous des appellations allant de *«La voix des travailleurs contre le chômage et l'austérité»* (à Saint-Etienne du Rouvray) à *«Créteil autrement»* ou *«Gennevilliers pour tous»*, *«Alternative à gauche»*, voire *«Divers gauche»* (à Longueau, dans la Somme). Un certain nombre de ces listes ont des élus, dont un certain nombre de militants de la LCR, comme Michèle Ernis à Saint-Etienne du Rouvray, mais aussi des communistes rénovateurs, comme à Gennevilliers par exemple.

CREIL

UN ÉLU «LUTTE OUVRIÈRE»

A Creil, les 8,98% (725 voix) recueillies par la liste Lutte Ouvrière et qui ont permis à notre camarade Roland Szpirko d'être élu au Conseil municipal ne se répartissent pas uniformément. Dans les quartiers du bas de la ville, plus résidentiels, plus commerçants, les scores s'étagent de 4,5 à 7,5%. Dans les cités ouvrières, les scores sont plus élevés. Dans quatre bureaux de vote (le tiers des bureaux) ils frôlent les 12%. Là, par rapport aux résultats de 1983, les voix sont multipliées par 2, par 3 ou par 4. Visiblement une fraction non négligeable de l'électorat ouvrier s'est portée sur notre liste. D'ailleurs dans les jours qui ont précédé le scrutin, cette volonté d'exprimer sa colère et son ras-le-bol se manifestait publiquement. Des militants du PC, de la CGT, des syndicalistes, des salariés, des mères de famille, des retraités, nous indiquaient ouvertement leur choix et en étaient fiers.

Au lendemain du scrutin, la satisfaction était donc sensible.

Au lycée, des enseignants regrettaient d'avoir voté pour le député-maire socialiste, d'autant que quelques voix de plus sur notre liste auraient assuré l'élection du second de la liste, professeur au lycée.

Aux PTT, notre camarade candidat était très entouré. Et dans les entreprises, bien des militants PC, CGT et syndicalistes faisaient aussi savoir leur satisfaction.

Et puis, chez Chausson, où travaille Roland Szpirko et où, sans doute, la majorité des travailleurs de l'usine habitant Creil a voté pour notre liste, ce fut la bonne ambiance pendant plusieurs jours.

Le camarade élu a reçu félicitations et encouragements des Creillois comme des autres... sauf du côté de la direction où les mines étaient plus moroses...

Les listes «Lutte Ouvrière» ont recueilli les résultats suivants :

Montbéliard (Doubs) : 603 voix, 5,85%, un élu.
Belfort : 335 voix, 2%.
Lyon (8e) : 287 voix, 1,40%.
Creil (Oise) : 725 voix, 8,98%, un élu.
Toulouse : 1 536 voix, 1,21%.
Lille : 1 153 voix, 2,22%.
Saint-Nazaire : 694 voix, 2,71%.
Vierzon (Cher) : 404 voix, 2,98%.
Orléans : 325 voix, 0,91%.

Dans la banlieue bordelaise :
Pessac : 642 voix, 3,24%.
Mérignac : 641 voix, 3,21%.

Dans la banlieue parisienne :
Argenteuil : 1228 voix, 4,61%.
Gennevilliers : 225 voix, 2,03%.

L'incendie catastrophique de Belfort

C'EST AUSSI LE PROFIT QUI A TUÉ

L'immeuble en flammes (ci-contre), et photographié (ci-dessous) dans le bulletin municipal de mars 1989. Sa façade avait été refaite avec le concours de fonds municipaux.

L'incendie qui a ravagé mercredi matin 8 mars un immeuble du centre-ville de Belfort, en face de la gare, a été une véritable catastrophe. Sur la trentaine d'occupants de l'immeuble à ce moment-là, le bilan actuel est de 15 morts et plusieurs blessés graves. Quand les pompiers sont arrivés, l'intérieur était déjà embrasé, les locataires complètement piégés. Ceux qui ne sont pas morts dans leur lit se sont précipités aux fenêtres, seules issues possibles, et du troisième ou du quatrième étage se sont écrasés par terre.

Deux jours plus tard, un homme de 23 ans, locataire récent dans l'immeuble aurait avoué avoir mis le feu dans le local-poubelles situé au rez-de-chaussée.

Cet immeuble, de belle apparence extérieure, à la façade fraîchement repeinte, était un ancien hôtel réaménagé sommairement en studios ou petits F2 que des propriétaires avaient acheté comme placement et louaient à des étudiants ou de jeunes salariés. Les loyers étaient chers : de l'ordre de 1 200 à 1 400 F par mois. L'unique escalier d'accès aux étages, comme les planchers, les cloisons, étaient en bois ou en contre-plaqué, le tout vétuste et mal entretenu ; il n'y avait aucun installation pouvant servir à la sécurité.

«Mon immeuble était dans un état habituel pour un immeuble d'habitation», a déclaré le syndic de copropriété, et d'ajouter *«Mais on a souvent en face de soi des co-propriétaires plus soucieux de leur portemonnaie que d'autre chose...»* (*Est Républicain* du 10.3.89).

Des incendies dans des caves ou dans des poubelles, les pompiers en éteignent tous les jours. Mais cette fois-ci cela a tourné au drame à cause de la vétusté de l'immeuble et finalement de l'irresponsabilité de propriétaires à la recherche de profits avant tout.

On nous dit que la législation reste très vague, n'imposant rien de précis aux propriétaires privés en matière de sécurité. Par contre, pour encaisser des loyers de plus en plus chers, les propriétaires ont vu ces dernières années la loi se modifier toujours en leur faveur.

Correspondant LO

Embellie en Corse

LE RAS-LE-BOL DES FONCTIONNAIRES

Cela fait maintenant un mois que la grève a démarré dans la Fonction publique en Corse. Mercredi 15 mars, deux importantes manifestations de rue, à Ajaccio et à Bastia, ont réuni des milliers de fonctionnaires de tous corps et de toutes administrations. Gaziers, électriciens, postiers, enseignants, agents municipaux, personnel de santé, etc., étaient pratiquement tous là. On compte 21 500 fonctionnaires dans l'Ile, et ceux-ci représenteraient 70 % de l'ensemble des salariés. Ils revendiquent des augmentations de salaires et une «prime d'insularité».

Manifestation à Ajaccio le 13 mars.

Le coût de la vie en Corse serait supérieur de 15 % à celui du continent, selon une enquête de l'INSEE. Mais ce n'est pas d'hier que la vie est plus chère en Corse que dans le reste de la France. Par contre ce qui est plus récent, c'est l'expression du ras-le-bol des salariés devant les difficultés et la baisse du pouvoir d'achat.

Mais là encore ce mécontentement s'exprime sous une forme particulière, celle d'une revendication spécifique pour l'île. Ce qui rejoint dans sa démarche la plupart des mouvements actuels – dont l'origine est pourtant la même, le blocage des salaires – mais qui restent séparés et... isolés. Ce qu'on peut voir en Corse en tout cas, c'est que ce sont les fonctionnaires tous ensemble, quelle que soit l'administration dont ils dépendent, quel que soit le grade dans la hiérarchie, qui se retrouvent au coude à coude.

Souhaitons que cette conception intercatégorielle vienne à la conquête du continent, et que dans un même élan il s'étende à tous les travailleurs, du secteur public comme du secteur privé. Deux cents ans après avoir donné à la France un général Bonaparte, pourquoi la Corse ne lui donnerait-elle pas le virus de la grève générale ?

L.G.

RVI
Limoges

NON AUX MUTATIONS

Chez Renault Véhicules Industriels, à Limoges, la direction avait annoncé au dernier CE que plus de 40 camarades devraient quitter l'usine pour aller travailler dans d'autres usines de RVI (Annonay, Saint-Priest, Vénissieux...).

Début mars, elle envoyait les premières lettres et convoquait des travailleurs, leur annonçant leur départ et leur laissant une semaine pour réfléchir. En même temps, elle sous-entendait que s'ils n'acceptaient pas, il n'y avait plus de travail pour eux, alors...

D'après la direction, il n'y a plus assez de travail à Limoges, alors qu'il y a des intérimaires sur d'autres sites. N'empêche, en 1988, 25 000 heures supplémentaires ont été effectuées à Limoges, et ça continue dans ces premiers mois de 1989.

La plupart des camarades touchés travaillent depuis longtemps à RVI, la plupart sont âgés (certains ont 50, 55 ans).

Mais trop, c'est trop. Et lundi 6 et mardi 7 mars, nous avons débrayé massivement aux bâtiments V et S pour accompagner nos camarades dans le bureau du chef du personnel et lui apporter collectivement notre réponse : pas question d'accepter des prêts ou des mutations.

Cela fait longtemps qu'il n'y avait pas eu une telle réaction.

Depuis, la direction «réfléchit»...

Correspondant LO

Paris
NETTOYEURS RATP

UN PATRON DE COMBAT

Les employés de l'entreprise de nettoyage TFN, comptant 60 salariés disséminés sur 17 chantiers RATP différents, dont les ateliers de réparation de bus de Championnet, sont en grève depuis plus de 15 jours contre 12 licenciements prévus.

L'entreprise qui s'appelait La Netrane, puis GBN, a récemment pris le nom de TFN, et à chaque changement de direction, c'est 20 % du personnel qui est mis à la porte !

Le nouveau patron de l'entreprise, Merleau-Ponty, est un rejeton de la famille du célèbre philosophe. Mais ses préoccupations ne sont visiblement pas au même niveau. Ainsi, il a attaqué au tribunal des référés pour faire condamner 15 nettoyeurs leur réclamant des dommages-intérêts pour *«entraves à la liberté du travail»*. Récemment, sans lui donner satisfaction, le juge a décidé la nomination d'un médiateur : à l'heure où nous écrivons, l'action en justice en est là.

Sur le terrain, par contre, le dit Merleau-Ponty s'impatiente ! Le mercredi 15 mars, dès 6 h du matin, il essayait en personne de forcer le piquet de grève à Championnet : comme les poussées de ce petit paquet de nerfs ne suffisaient ni à lui permettre de frayer un passage, ni à entraîner ses acolytes à pousser avec lui, il a perdu tout contrôle et a agressé physiquement deux nettoyeurs.

Deux heures durant, Merleau-Ponty, ses compagnons, des employés TFN d'un secteur non-gréviste d'une part, et les employés grévistes d'autre part sont restés face à face. A partir de 7 h 30, quand les travailleurs de Championnet sont arrivés, plusieurs dizaines d'entre eux se sont joints aux grévistes pour crier au P.D.G. : *«Dehors, dehors !»*. Etant donné l'attitude de Merleau-Ponty, une bousculade s'en est suivie.

Il a promis de revenir... Tout le monde l'attend de pied ferme.

Coresspondant LO

SNCF
GARE DE LYON

LE GRAIN DE FOLIE DE DAGOBERT

Dans toutes les grandes gares, la SNCF a fait installer des distributeurs automatiques de billets grandes lignes surnommés Dagobert, avec écran tactile et paiement différé par carte de crédit.

Ces superbes machines sont pleines de fantaisie. Par exemple, à la gare de Lyon, alors que le règlement des ventes oblige les cheminots à ne vendre une réservation qu'à la condition impérative que le billet ait été acheté auparavant, Dagobert se fait un plaisir de faire la réservation sans billet. Avec un peu de chance, vous pouvez même voyager gratis puisque Dagobert s'amuse parfois à vous le délivrer et néglige de débiter votre compte.

Mais comme Dagobert a vraiment la tête à l'envers, il peut aussi jouer d'autres tours à l'usager : lui faire par exemple payer le billet du voyageur précédent, ce qui est toujours très agréable lorsque ce dernier se rendait à Perpignan et que l'on va soi-même à Dijon... Ou bien débiter sur le compte quelque 500 francs pour un trajet d'une valeur d'une centaine de francs.

On savait que la loi sur les machines à sous avait changé, mais on ne savait pas que la SNCF avait repris le marché en main !

Correspondant LO

Agitation dans l'Education nationale : OUI, LES ENSEIGNANTS POURRAIENT FAIRE ÉCOLE !

(AFP)

En ce début de semaine du 13 au 17 mars, une certaine agitation a régné dans le milieu enseignant. Davantage dans les écoles maternelles et primaires que dans les lycées. Une «coordination» nationale d'enseignants avait appelé à la grève pour les lundi 13 et mardi 14 mars.

Surtout dans la région parisienne, il y a eu quelques établissements en grève, en très petit nombre, et dans chacun d'entre eux, de façon généralement très minoritaire. Il y a eu surtout une multitude de discussions, assemblées, par établissement ou regroupement d'établissements, par commune voire par département.

Là où les coordinations ne sont pas des assemblées représentatives de grévistes, puisque la grève n'a toujours pas vraiment démarré, elles regroupent ceux qui voudraient que ça démarre et s'y emploient. Certains sont des enseignants combatifs, d'autres des syndicalistes, souvent membres d'appareils syndicaux minoritaires (SGEN-CFDT ou tendances minoritaires du SNI) qui cherchent à contester les bonzes des gros appareils par le truchement de ces appareils plus petits, mais appareils tout de même en l'absence de tout mouvement réel, que sont les coordinations.

Mais ceux qui ont suivi l'appel et se sont retrouvés en grève à une minorité, ont tenté d'entraîner d'autres instituteurs ou professeurs. Ils sont souvent allés se répandre dans les établissements alentour en bousculant les «catégories» et compartiments dans lesquels les hiérarchies administratives et syndicales les emprisonnent généralement. Des institutrices et instituteurs ont milité avec des professeurs du secondaire ou du technique, et ils ont utilisé leur grève pour faire de la propagande pour la grève générale, reconductible de jour en jour, à laquelle il faudrait bien en arriver pour voir satisfaites les revendications les plus importantes, entre autres celles d'une augmentation de 2 000 F par mois pour tous, largement reprise, comme celle de meilleures conditions de travail, en particulier de classes où il n'y aurait pas plus de 25 élèves.

Mais le mouvement n'a pas démarré. Seule une minorité s'est montrée prête à faire ou préparer la lutte. Les autres ne la veulent pas ou n'y croient pas ou attendent encore trop d'appareils syndicaux qui ont bien plus de liens et d'affinités avec les ministres, les patrons socialistes de l'Education nationale, qu'avec les salariés.

Les syndicalistes enseignants qui appartiennent à la mouvance du Parti Communiste, eux, sont généralement plus virulents que ceux de la mouvance du Parti Socialiste, mais ils sont tout aussi jaloux de préserver leurs prérogatives syndicales. Ils n'ont pas vraiment milité pour que la grève appelée par la coordination soit un succès. L'*Humanité* a parlé très favorablement de la manifestation que la coordination parisienne a organisée, le mardi 14 mars à Paris (qui a regroupé environ 1500 grévistes) mais les enseignants du PCF se sont surtout employés à contrer et à ignorer les initiatives de la coordination en préparant «leur» journée du SNI du vendredi 17 mars. Et c'est peut-être à eux, et à quelques autres, que les manifestants s'adressaient en scandant *«De l'oseille pas de salades !»*.

Les instituteurs et professeurs qui militent pour tenter de démarrer la grève, ou la préparer, ont un rôle à jouer surtout s'ils osent dire et convaincre les enseignants qu'ils font partie de la classe ouvrière et qu'ils pourraient jouer un rôle décisif s'ils savaient entrer ensemble en lutte, et y entraîner les autres travailleurs de la fonction publique et du privé.

La «revalorisation de la profession» dont se gargarisent certains syndicalistes est un leurre, une revendication d'arrière-garde. Avec la crise économique, l'austérité imposée dans tous les domaines pour enrichir encore les banquiers et les hommes d'affaires, les écoles, les lycées, les facs seront de plus en plus des garderies plutôt que des lieux d'enseignement et d'éducation. Seule une transformation de toute la société pourrait y changer quelque chose. Et les enseignants qui se prétendent intellectuels pourraient faire vraiment œuvre d'intellectuels du mouvement ouvrier s'ils savaient mettre leurs connaissances et leur dévouement au service des travailleurs, les aider à comprendre le pourquoi de la crise et le comment y résister, les aider à prendre confiance dans les capacités combatives, voire révolutionnaires du mouvement ouvrier. En donnant eux-mêmes le signal d'une grève contagieuse et générale.

Oui, les enseignants pourraient faire enfin l'école buissonnière et se mettre à la lutte de classe.

Michelle VERDIER

Dans les hôpitaux : UN CLIMAT REVENDICATIF

Les différentes catégories du personnel des hôpitaux continuent de revendiquer. Après les praticiens hospitaliers, les internes des hôpitaux et les infirmières anesthésistes, ce sont les médecins «chefs de clinique assistants» et les maîtres de conférence des CHU qui ont posé leurs revendications et devaient entreprendre un mouvement de grève le jeudi 16 mars.

Les internes, eux, ne rejoindront pas la grève, car un accord est intervenu avec le ministère de la Santé le 15 mars. Il prévoit notamment une revalorisation de 30% du tarif des gardes. En revanche, les surveillantes parlent de se mettre en grève, différents préavis de grève ont été déposés par les syndicats de la Santé, et à la coordination des infirmières il était question d'un appel à la grève pour le 23 mars.

C'est en effet seulement depuis le mois dernier que les infirmières peuvent voir sur leur feuille de paye de combien elles ont été réellement augmentées à la suite du mouvement de l'automne dernier. Si certaines ont noté une augmentation réelle, d'autres ont toutes les raisons d'êtres déçues. D'autant plus qu'elles peuvent constater aujourd'hui qu'il suffit pour les médecins, voire pour les internes des hôpitaux, d'une simple menace de grève pour que le gouvernement écoute soudain leurs revendications.

En somme, plus les secteurs qui revendiquent sont haut placés dans la hiérarchie, plus leur salaire est déjà élevé, et plus le gouvernement les écoute complaisamment... Mais même les infirmières anesthésistes, qui tirent argument de leur qualification spéciale pour revendiquer une revalorisation de leur profession, se voient opposer une fin de non-recevoir. Elles sont en grève depuis plus d'une semaine ; une grève où la plupart d'entre elles sont réquisitionnées, mais qui a déjà été marquée par deux manifestations.

Alors, si des mouvements ont lieu de nouveau dans les hôpitaux, ce n'est pas la multiplication des conflits catégoriels qui peut apporter satisfaction au personnel le plus nombreux – qui est aussi le plus mal payé –, c'est-à-dire aux infirmières, mais aussi et surtout aux aides-soignantes, aux agents, au personnel administratif et ouvrier qui constituent la majorité du personnel des hôpitaux. A l'hôpital comme ailleurs, c'est bien l'unification des luttes et des revendications qui s'impose !

GRANDE-BRETAGNE

Deux collisions ferroviaires de plus :

LA GROGNE MONTE CHEZ LES CHEMINOTS BRITANNIQUES

Le scandale des transports en commun britanniques a connu un nouvel épisode avec les deux collisions ferroviaires qui se sont produites coup sur coup. L'une samedi 4 mars à Purley, dans le sud de Londres, a fait 5 morts et 80 blessés, manquant de peu d'écraser des habitations. L'autre, lundi 6 mars, dans la banlieue de Glasgow, a fait 2 morts et 51 blessés.

(AFP)

L'accident de décembre dernie près de Londres.

En moins de quatre mois, cinq collisions auront fait 42 morts et plus de 300 blessés. Sans parler réellement de psychose de l'accident, il est maintenant fréquent de voir des trains où les wagons de tête et de queue sont pratiquement vides. Les images télévisées de la catastrophe de Clapham, qui avait fait 34 morts en décembre, sont encore dans la mémoire de bien des voyageurs.

Cette fois-ci, le gouvernement Thatcher se sent bien évidemment en difficulté. Le fait que la direction des chemins de fer se soit précipitée pour endosser la responsabilité des accidents ne doit pas faire illusion : c'est une façon de dégager le gouvernement de toute responsabilité. Mais les technocrates des chemins de fer n'ont pas pour autant l'intention de porter le chapeau. La catastrophe de Clapham a donné lieu à l'ouverture d'une commission d'enquête dont les sessions publiques sont volontairement spectaculaires. Le nom du responsable de cette commission, chargée en principe de faire la clarté, est Hidden (ce qui veut dire «caché» en anglais). C'est à lui seul tout un programme !

Ce genre de commission fait partie de l'arsenal gouvernemental courant. Habituellement, elle donne un emploi temporaire grassement payé à une bonne centaine «d'experts», qui noircissent des monceaux de papier et finissent par pondre des recommandations aussitôt oubliées. Il y a peu de chances que celles-là fasse exception.

Mais une chose est sûre : les cheminots sont visés. Ainsi, le jour même de l'ouverture des travaux de cette commission, les noms de neuf ouvriers de la maintenance en signalisation ont été publiés dans la presse et désignées comme responsables «probables» ! Inutile de décrire ce que ce genre de mise en accusation publique, sans l'ombre d'une preuve d'ailleurs, peut signifier pour les intéressés.

Le même scénario est en cours pour l'accident de Purley. Là, la direction des chemins de fer a révélé à la presse que l'un des conducteurs, grièvement blessé, avait passé un feu rouge. Ce qui n'a pas été dit, c'est que le système de présignalisation du feu rouge n'a pas fonctionné ; le conducteur a bien freiné, mais la distance entre le signal et le point d'impact était bien trop courte pour stopper.

En revanche, pour l'accident de Glasgow, les chemins de fer sont très discrets. Il est probable que dans ce cas précis l'impact des économies de bouts de chandelle est manifeste : d'abord parce que l'accident s'est produit sur une voie unique à double sens. Ce système, particulièrement dangereux dans une zone de banlieue, a été introduit l'an dernier pour des raisons d'économies et malgré plusieurs débrayages des conducteurs de la ligne. Ensuite, parce que les deux rames automotrices en jeu sont d'un type bien connu pour l'inefficacité de son système de freinage.

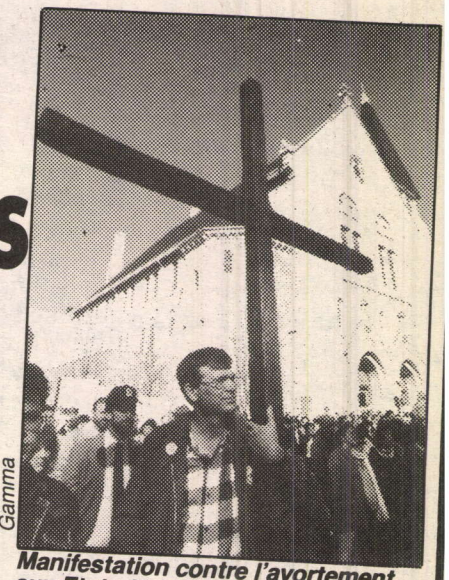
Le matin même de l'accident de Glasgow, la direction diffusait à tous les cheminots une lettre du directeur général leur rappelant la nécessité de respecter les consignes de sécurité. Cela a provoqué une amère indignation. A la gare londonienne de Kingscross, plusieurs dizaines d'exemplaires de cette lettre sont revenus sur le bureau du chef de région barrés d'un seul nom, Colin Brandel, un ouvrier atteleur mort en novembre dernier, écrasé entre les butoirs de deux wagons, et qui n'a pas eu, lui, droit aux honneurs de la presse.

Un fait nouveau a mis de l'huile sur le feu. Mercredi 8 mars au matin, la presse londonienne semblait avoir tout oublié des accidents du week-end, mais elle célébrait en fanfare le «geste généreux» des chemins de fer... qui avaient décidé une rallonge de neuf milliards de francs pour le financement du projet de liaison TGV entre Londres et le tunnel sous la Manche. Il s'agit d'enterrer le tronçon de ligne qui traversera les régions les plus riches du Kent. Tout cela parce qu'il y a quinze jours le puissant lobby des propriétaires terriens du Kent avait fait descendre ses troupes bon chic bon genre à Londres, curés et députés conservateurs en tête !

Ce geste ostentatoire, si visiblement adressé au public bourgeois de Mme Thatcher, scandalise bien des travailleurs, et pas seulement dans les chemins de fer. De là à faire déborder le vase, il y a un pas, mais on n'en est peut-être pas si loin.

François ROULEAU

LES LIGUES AMÉRICAINES CONTRE L'AVORTEMENT AU SECOURS DE LEURS HOMOLOGUES FRANÇAISES



Gamma

Manifestation contre l'avortement aux Etats-Unis en janvier dernier.

Un des dirigeants de la firme pharmaceutique Roussel-UCLAF (dépendant de l'allemande Hoechst) a accepté de rencontrer le Dr Jack Willke, président de la «Fédération internationale pour le droit à la vie», et surtout représentant de la principale association américaine contre l'interruption volontaire de grossesse. On sait qu'aux Etats-Unis ces ligues sont importantes et actives.

Le docteur en question est venu faire pression sur les laboratoires Roussel-UCLAF, producteur de la pilule abortive RU 486, pour qu'il en abandonne la commercialisation. Cette demande est assortie d'une menace de boycott des produits Roussel-UCLAF sur le marché américain par les adhérents des associations anti-avortement.

Cette affaire n'est pas à prendre à la légère. Déjà dans le passé un semblable boycott avait fait céder un producteur de prostaglandines, prescrites pour les interruptions volontaires de grossesse et, en septembre 1988, Roussel-UCLAF avait accepté de suspendre la commercialisation du RU 486 en France. Ce n'est que l'intervention du ministère de la Santé qui avait mis en demeure le producteur de continuer, qui avait permis le maintien de la fabrication.

On ignore ce que se sont dit et ce qu'ont convenu le dirigeant du laboratoire et le Dr Jack Willke. Mais une fois de plus on constate que les adversaires de l'avortement, qui ont, en ce qui les concerne, le droit de faire ce qu'ils veulent, veulent imposer leur façon de voir à ceux et surtout à celles qui ne sont pas d'accord. L'Occident est libéral, c'est du moins ce qu'on dit. Mais on voit que c'est très relatif, qu'il y a des réactionnaires, des cinglés et des fanatiques partout.

On notera aussi que la possibilité pour les femmes d'utiliser ou non ce produit nouveau, le RU 486, dépend non pas de leur volonté, mais de ce que décideront un industriel, un médecin réactionnaire et éventuellement un ministre...

A.V.

La Table ronde entre le gouvernement et Solidarité :

ACCORD EN VUE... AUX DÉPENS DES TRAVAILLEURS !

Un accord «de principe» est intervenu le 9 mars entre les dirigeants du syndicat Solidarité et le gouvernement polonais. En échange de la création d'un Sénat issu *«d'élections totalement libres»*, d'un président de la République, de la reconnaissance de Solidarité, de Solidarité rurale et du syndicat étudiant indépendant NZS, et, peut-être, d'une *«plus grande indépendance»* du système judiciaire, de la *«libéralisation de la presse et d'une législation sur les associations et les manifestations»*, Solidarité accepte de participer aux élections prévues en juin pour élire le Parlement, dans lesquelles *«l'opposition»* disposera de 35% des sièges. Le pouvoir (le POUP – parti communiste polonais – et ses deux satellites, le Parti Paysan et Catholique et le Parti Démocrate) en aura, lui, 65%. Solidarité ratifie ainsi le «pacte de conciliation nationale» que le chef du gouvernement, le général Jaruzelski, lui proposait.

Le pouvoir a donc marqué un point dans son opération consistant, pour faire face à la crise économique et aux dangers de révolte et d'explosion sociale qu'elle implique, à obtenir la caution et l'appui de l'opposition, et en particulier de Solidarité.

Le porte-parole du gouvernement polonais, Jerzy Urban, défendait ainsi dans une interview à *La Pravda*, le 3 février dernier, la politique de son parti : *«Pour le Parti Socialiste Unifié de Pologne – le parti communiste polonais – c'est, historiquement parlant, une question d'être ou de ne pas être»*. Plus prosaïquement, d'après un député du Parti Paysan, le POUP s'est pressé pour arriver à cet accord avec Solidarité car *«il s'attend à une nouvelle dégradation de la situation économique et il craint que, cet automne, personne n'aille voter»* !

La situation, c'est : une inflation de 80% l'an dernier ; de nouvelles augmentations de prix en février sur les chemins de fer et les produits laitiers ; les craintes du ministre de l'Economie devant l'exigence du Fonds Monétaire International de réduire encore l'année prochaine le niveau de vie pour payer les dettes aux banques occidentales ; les nouvelles lois économiques qui facilitent la création et l'existence des entreprises privées et qui auront comme conséquence, entre autres, l'augmentation du chômage... et des grèves pour des augmentations de salaires ! Entre le 1er janvier et le 1er mars 1989, on a compté, selon les statistiques officielles, 1250 conflits sociaux et 268 grèves.

Tout se passe comme si Solidarité avait mis au rencart la principale revendication concernant les travailleurs au cours de cette «table ronde» : l'indexation des salaires sur les prix !

C'est bien dans la logique de la politique passée et actuelle de Solidarité. Ses dirigeants n'ont cessé de répéter, même quand ils étaient en butte à la répression, que le pouvoir avait besoin d'eux pour obtenir un *«consensus social»* et faire accepter à la *«société»*, comme ils disent, c'est-à-dire aux travailleurs et aux pauvres, les sacrifices nécessaires pour *«relever la Pologne»* ! Walesa a prouvé sa bonne foi quand il s'est fait, selon ses propres termes, *«le pompier»* des grèves du printemps et de l'été derniers, et il a continué dans cette voie en allant tenir des meetings dans les principales villes ouvrières, en février, pour demander aux travailleurs de ne pas faire grève... *«pour ne pas compromettre les négociations»* de la Table ronde !

Kok – Gamma

La Table ronde des négociations.

Les travailleurs polonais perdront cette année peut-être la moitié de leur pouvoir d'achat, mais ils auront en revanche la consolation d'assurer un revenu confortable à 98 sénateurs sans pouvoir réel, mais censés discuter des questions économiques et sociales et des droits de l'homme, et d'élire un président de la République, en commençant, comme c'est déjà prévu, par Jaruzelski !

Une nouvelle génération d'ouvriers, comme ceux qui continuent à faire grève malgré les exhortations des dirigeants de Solidarité, et de jeunes, comme les quelques milliers qui ont manifesté à Varsovie le 8 mars pour l'anniversaire de la répression policière contre les étudiants contestataires de 1968,a sans doute perdu bien des illusions sur la capacité, la volonté des dirigeants de Solidarité de représenter l'essentiel de leurs aspirations.

Mais cela n'empêche pas que le pays risque d'aller de dictature en régime de *«conciliation nationale»* plus ou moins *«pluraliste»*, et de cette espèce de pluralisme, déconsidéré, sans doute à un retour à la dictature. A moins que ne naisse en Pologne un parti représentant les intérêts politiques de la classe ouvrière.

Les ouvriers polonais ont montré au cours de ces dernières années qu'ils savaient mener quotidiennement la lutte de classe. Ce qui leur manque, c'est la conscience de cette lutte de classe, la conscience de la nécessité de la mener jusqu'au bout, jusqu'à la prise du pouvoir et à la révolution mondiale. Et cela implique la création d'un parti qui, après avoir rejeté la variante stalinienne du communisme et fait l'expérience de ce que la Pologne peut offrir de mieux comme démocratie parlementaire, se retrouve résolument sur le terrain de la lutte de classe.

Sylvie FRIEDMAN

Mitterrand – Chadli

Le 9 mars, Mitterrand faisait une «visite de travail» en Algérie. Il tenait à apporter son soutien à Chadli 5 mois après qu'il a ordonné le massacre du mois d'octobre. On se souvient d'ailleurs comment le gouvernement français s'était gardé à l'époque de toute critique de la répression sanglante menée par l'armée.

Evidemment, les deux présidents ont parlé «affaires». Cette visite d'ailleurs faisait suite à l'annonce d'un nouveau prêt de 7 milliards de francs des banques françaises à l'Algérie et du règlement du contentieux sur le gaz entre Gaz de France et la Sonatrach.

Le gouvernement français est évidemment préoccupé par la grave crise sociale qui vient de secouer l'Algérie et qui n'est peut-être pas terminée. Cela a sans doute compté dans la décision d'accorder 7 milliards de prêts à l'Algérie et Mitterrand a probablement discuté avec Chadli du problème de la dette algérienne qui s'élève à 23 milliards de dollars.

Mais cette «aide» financière, comme le contrat passé entre la Sonatrach et GDF, devraient être profitables aux industriels français.

A l'époque du précédent accord sur le gaz, signé en 1982, la droite avait reproché au gouvernement de gauche d'avoir accepté de payer trop cher le gaz algérien (10 % plus cher que les cours mondiaux). Mais ce «surcoût», les industriels français comme Alsthom,

DES INTÉRÊTS COMMUNS... ET UNE MÊME PEUR DE LA CLASSE OUVRIÈRE

(AFP)

Technip, Bouygues, Bull ou Saint-Gobain l'ont récupéré par l'attribution de gros contrats. Leur valeur globale est passée de 3,5 milliards de francs en 1981 à 16 milliards de francs en 1983.

Le gouvernement algérien souhaite faire appel de plus en plus à l'investissement étranger et il prépare une nouvelle loi sur les sociétés mixtes, plus favorable encore au capital étranger.

On le voit, les intérêts de l'impérialisme français sont considérables et certaines perspectives sont alléchantes. Mais il y a une ombre au tableau : les émeutes, les grèves, toute l'effervescence qui touche l'Algérie depuis quelques mois.

Cela inquiète Mitterrand tout autant que Chadli. Au-delà des créances de la BNP ou de la Société Générale, des profits de Total ou d'Alsthom, c'est toute la stabilité de l'exploitation impérialiste au Maghreb qui est menacée.

Car que deviendra celle-ci si la crise sociale qui secoue l'Algérie se poursuit, si le régime de Chadli est remis en cause ? Que deviendra-t-elle si les travailleurs algériens font école auprès des travailleurs marocains et tunisiens ? Dans ces deux anciennes colonies françaises, les intérêts de l'impérialisme français sont tout aussi importants qu'en Algérie...

Avec la révolte d'octobre et ses suites, ce n'est pas seulement Chadli qui a senti passer le vent du boulet, c'est aussi l'impérialisme français. Assez pour qu'il affiche démonstrativement sa solidarité.

LES FEMMES ALGÉRIENNES MANIFESTENT

Le 8 mars, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, 4 000 femmes ont manifesté dans la rue à Alger. Cela ne s'était jamais produit en Algérie. La presse et la télévision en ont parlé, et le chef du gouvernement, Kasdi Merbah, a reçu une délégation des organisations qui avaient appelé à cette marche.

Les manifestantes ont mis en cause le Code de la famille et, d'une façon plus générale, l'oppression qui frappe les femmes en Algérie. Cette manifestation a été aussi la réplique des femmes à la campagne des islamistes contre la mixité. Le ton menaçant des islamistes a entraîné une recrudescence d'intimidations et d'agressions contre des femmes. A Annaba, des étudiants islamistes ont bloqué pendant plusieurs jours un restaurant de l'université pour protester contre la mixité.

Pourtant, la séparation et surtout l'inégalité entre les hommes et les femmes sont omniprésentes en Algérie. L'inégalité est même instituée par le Code de la famille qui s'inspire directement des préceptes du Coran. Ce Code, mis en discussion à l'APN (Assemblée populaire nationale, le parlement) en 1981, avait d'ailleurs déclenché de nombreuses protestations et des centaines de femmes étaient déjà descendues dans la rue à Alger pour refuser ce projet. Il n'avait pu être adopté qu'en juin 1984.

Le Code de la famille affirme la prédominance de l'homme sur la femme : *«L'épouse est tenue d'obéir à son mari et de lui accorder des égards en sa qualité de chef de famille...»* La polygamie est reconnue. Le divorce intervient *«par la volonté de l'époux»* alors que la femme ne peut divorcer que dans des cas bien précis. Il y a une autre possibilité pour une femme qui veut divorcer : *«L'épouse peut se séparer de son conjoint moyennant réparation»*. C'est-à-dire que la femme peut «racheter» sa liberté un peu comme elle a été «achetée» contre une dot lors de son mariage.

La femme ne peut se marier avec un non-musulman alors que l'inverse est accepté. En matière d'héritage, le Code de la famille s'inspire aussi du Coran : *«Au partage, l'héritier mâle reçoit une part de succession double de celle de l'héritière»*.

Ces lois profondément réactionnaires sont bien à l'image de la situation faite aux femmes aujourd'hui en Algérie. Le poids de la famille et des traditions reste énorme. Dans la majorité des cas, les jeunes filles se voient imposer un mari par leur père. Certaines familles, notamment en milieu rural, répugnent à envoyer leurs filles à l'école ou les retirent à la puberté. Pourtant, en général, les filles réussissent mieux que les garçons dans les études, car beaucoup de filles espèrent ainsi avoir une vie meilleure que leur mère. Cela dérange beaucoup de monde. Parfois, des instructions sont données pour limiter le nombre de filles reçues à tel ou tel diplôme ou concours.

La plupart des femmes restent à la maison d'où elles ne sortent que par nécessité et voilées. Se promener en ville, sans voile, prendre le bus, c'est s'exposer à des réflexions, à des injures et à des agressions. Le soir, c'est le couvre-feu et plus aucune femme ne se risque dans la rue.

Le voile, la marque de la sujetion.

8 % seulement des femmes travaillent. Là aussi, les pressions familiales et sociales pèsent : il n'y a pratiquement aucune crèche, la plupart des écoles ne disposent pas de cantine. Bien sûr, il y a les problèmes économiques de l'Algérie. Mais, en réalité, tout est fait pour que les femmes restent à la maison et élèvent les enfants, en général nombreux.

La crise du logement renforce les pressions familiales. La plupart des couples ne trouvant pas de logement, la femme est obligée d'aller vivre dans la famille de son mari, supportant la pression de son beau-père, des frères du mari, de la belle-mère, des tantes...

Une femme divorcée se voit en général retirer son logement au bénéfice du mari et il est pratiquement impensable pour une femme seule d'obtenir un logement.

Bien sûr, l'avortement est interdit et les femmes qui ne peuvent aller avorter en Tunisie ou en France prennent le risque de faire des années de prison. Le problème de la virginité empoisonne la vie des femmes non mariées. Celles qui se retrouvent enceintes se heurtent à des situations dramatiques. Certaines préfèrent abandonner leur enfant à la naissance, voire parfois le tuer, plutôt que d'affronter les préjugés de la famille et de l'entourage.

Le problème de l'enfance abandonnée est posé d'ailleurs par les organisations de femmes algériennes. Il ne fait pas bon être un enfant illégitime en Algérie, un «bâtard fruit du péché». L'adoption, réprouvée par le Coran, est interdite par le Code de la famille.

Les femmes en Algérie ont eu longtemps comme seule perspective la soumission ou le désespoir, et c'est un des pays où le nombre de suicides de femmes est le plus important. Mais aujourd'hui, elles sont de plus en plus nombreuses à refuser l'oppression et à se battre pour leur liberté. La situation qui se développe en Algérie depuis quelques mois ne peut que les y inciter, la manifestation du 8 mars à Alger le montre. Et ce n'est certainement qu'un début.

PROFILAFROID
Bailleul-sur-Thérain (Oise)

Cela faisait 12 ans que cela ne s'était pas produit. Du mercredi 1er mars au mercredi 8 mars, l'usine de Profilafroid, à Bailleul-sur-Thérain, dans l'Oise, a été paralysée par la grève.

LA DIRECTION A EU CHAUD

Cette usine emploie 320 personnes dont 220 ouvriers. Elle fait partie d'un groupe dont Usinor-Sacilor est l'un des principaux actionnaires. On y fabrique des profils en métal et les patrons se considèrent comme *«les leaders européens»* en la matière. Mais, leaders ou pas, c'est la même chanson qu'ailleurs. Alors que les profits se sont accumulés, plus de 15 millions de francs de bénéfice net d'impôts sur l'usine, la direction prétendait qu'il était hors de question d'augmenter les salaires de façon conséquente.

Le mécontentement montait depuis plusieurs mois. A l'annonce des augmentations prévues pour 1989 (1,5 % et encore en deux fois !), ce fut le coup de colère à l'usine. Le mardi 28 février, ceux du matin allèrent discuter avec les délégués de l'après-midi, et le lendemain, des débrayages avaient lieu dans les deux équipes. C'étaient les délégués CGT (seul syndicat dans l'usine) qui dirigeaient le mouvement. Le jeudi 2 mars, le travail était complètement arrêté, et les grévistes s'organisaient pour l'occupation. Ils réclamaient 2 % et 500 F d'augmentation.

Des dizaines de grévistes participaient activement à la grève et parmi eux, des employés des bureaux, à l'étonnement d'ailleurs de nombreux ouvriers, qui ne croyaient pas possible une telle union. Le patron lui aussi n'en revenait pas : il commença par affirmer qu'il était hors de question de céder, puis envoya deux cadres à l'usine, le mardi 7 mars dès l'aube, pour pleurer sur les misères qui allaient s'abattre sur Profilafroid si la grève continuait. Mais le lendemain, mercredi 8 mars, il allait négocier à 5 h 30 du matin acceptant cette fois 2 % d'augmentation effective à partir du 1er mars.

Les délégués ont proposé d'accepter et ceux des ouvriers qui avaient pu être présents à cette assemblée du matin votèrent en majorité pour la reprise. Même si certains pensent qu'il était peut-être possible d'obtenir plus, tous les grévistes sont contents de s'être fait respecter.

Correspondant LO

ILE-DE-FRANCE PHARMACEUTIQUE
Gennevilliers

UN MOUVEMENT POUR LES 1 000 F

A Ile-de-France Pharmaceutique, 15 jours après avoir débrayé pour les salaires, les travailleurs des équipes de nuit du Magasin, du Téléphone et du Chargement – 60 personnes sur 400 que comptent l'entreprise – ont remis cela toute une semaine.

Devant l'absence de réponse de la direction à nos revendications de salaires, nous nous étions donné rendez-vous pour le lundi 6 mars à la prise de service, demandant à un délégué CGT de l'équipe du jour de couvrir l'appel à la grève et d'assurer le lien entre les services.

Dans l'entreprise, les robots surmenés sont souvent en panne, mais cette fois-ci c'était notre tour.

C'est parce qu'on en avait ras-le-bol de travailler pour des payes minables dans des conditions allant en se dégradant, avec comme seule prime le mépris de l'encadrement. Au début on ne demandait pas grand-chose, mais devant l'arrogance de la direction, le ton a monté et les revendications aussi. On réclamait 1 000 F pour tous et on s'est installé dans la grève.

Mercredi 8 mars, nous sommes allées envahir le siège, demandant à rencontrer le PDG. Pour la directrice, tout était bon pour essayer de nous démoraliser. Elle disait à propos des filles du jour : *«Vous voyez bien, si elles ne font pas grève, c'est qu'elles sont contentes»*. C'est sûrement son cas à elle, elle qui touche 20 000 F de salaire mensuel et ce, sur 14 mois. Elle n'a pas les problèmes d'une travailleuse qui gagne 4 500 F sur 12 mois, ni d'angoisse concernant son travail, n'étant pas, comme nous, sous la menace de licenciement alors même qu'il y a du travail à ne pas savoir qu'en faire.

Nous n'avons rien tiré de cette entrevue, mais nous étions contentes d'avoir dit à la direction son fait.

Mais à la fin de la semaine, un certain nombre de travailleurs commençaient à flancher devant le coût représenté par la grève et surtout par l'absence de perspectives.

Nombreuses étaient les grévistes qui ressentaient leur isolement, mais de là à aller prendre contact avec les gens du jour, il y a un pas qui n'a pas été franchi.

La direction annonçait alors la venue, le lundi suivant, du patron pour faire des réunions d'information à l'ensemble du personnel.

Cela coïncida avec la fin de la grève, car nous avions repris le travail le jour même de sa visite.

Le directeur dit avoir été terriblement surpris de cette grève, mais il n'était là que pour nous parler de ses affaires et pas de nos revendications, allant même jusqu'à nous suggérer de... prendre des actions !

Le bilan financier de notre mouvement n'est pas favorable. Nous avons peut-être perdu trois journées de salaire, mais au moins nous nous sommes fait respecter.

Correspondant LO

ALSTHOM
Belfort

LA GRÈVE DU CENTRE INFORMATIQUE

La quasi-totalité du personnel, hormis les cadres, du Centre Informatique d'Alsthom-Belfort, soit une cinquantaine de personnes, ont fait grève du 8 mars au 15 mars. Les grévistes réclamaient 750 F d'augmentation de salaire pour tous, l'amélioration des conditions de travail, l'augmentation des coefficients.

Le mécontentement a monté suite à la distribution des augmentations individuelles fin février : environ 25 % des salariés touchés sur l'usine pour des sommes oscillant autour de 150 F. Quant à l'augmentation générale accordée en janvier, elle est passée inaperçue sur les paies : 0,9 % avec un minimum de 70 ou 60 F pour les salaires inférieurs à 6 000 F ; l'augmentation des cotisations sociales a quasiment tout avalé.

Une partie des grévistes du Centre Informatique étaient des analystes-programmeurs ou des employés qui font des saisies, issus des ateliers ou des bureaux et qui, suite à une formation, ont un contrat de 5 ans avec l'Alsthom. Tous s'estiment sous-payés par rapport à leur qualification. Ils pensaient qu'en bloquant les saisies sur les ordinateurs, ils pouvaient perturber la gestion de l'usine et beaucoup gêner le patron. Ne voulant pas que les syndicats interviennent dans leur mouvement, ils ont discuté directement avec la direction.

Le mécontentement sur les salaires est général à l'usine, mais les mouvements restent diffus et isolés. En décembre, un secteur du montage TGV avait débrayé pour les salaires et réduit le rendement.

Des débrayages ont eu lieu également à l'entretien mécanique. Il ne se passe pas de semaine sans qu'ici ou là les ouvriers n'aillent réclamer de la rallonge à la maîtrise.

Le travail a repris au Centre Informatique mercredi 15 mars. A la dernière assemblée, la majorité s'est prononcée pour arrêter la grève. Les travailleurs n'ont obtenu que des promesses pour les prochaines augmentations prévues en juillet, et les heures de grève seront retenues sur 6 mois.

Certains sont déçus. Jusqu'à maintenant, la direction n'a rien lâché du tout lors des mouvements catégoriels.

Pour le moment, la grande majorité pense qu'un mouvement sur toute l'usine est impossible. Mais le mécontentement monte, car la direction fait toujours plus pression pour augmenter le rendement, les heures supplémentaires, alors que les salaires restent bloqués.

Correspondant LO

INTERPAC (Toulouse)

UNE SEMAINE DE GRÈVE POUR 500 F POUR TOUS

A Interpac-Toulouse, lundi 6 mars, l'équipe d'après-midi des Objets Moulés, l'un des trois ateliers de l'usine, décidait spontanément de ne pas prendre son poste. Les dernières propositions du patron, 2,5 % d'augmentation pour l'année, jugées vraiment trop ridicules, avaient mis le feu aux poudres.

Interpac est une usine de fabrication d'emballage papier-carton qui emploie un peu plus d'une centaine de personnes.

Déjà, les semaines précédentes, des débrayages avaient mis en avant les 500 F pour tous. Et c'est sur cette revendication que la grève commençait.

Une fois les Objets Moulés en grève, il fallait s'adresser aux deux autres ateliers. L'atelier PSE rejoignit rapidement les Objets Moulés. Par contre la majorité de l'atelier Carton ne sortit pas. Pourtant le Carton était bien présent aux derniers débrayages. Mais la direction avait mené sa campagne : *«S'il y a grève, gare aux licenciements, gare à la fermeture...»* et ces arguments en ont fait hésiter plus d'un.

Le lendemain matin, mardi 7 mars, la grève était votée par la majorité des ouvriers présents; mais une grande partie de l'atelier Carton rentrait tout de même. A ce moment, la grève était suivie par 70 % des ouvriers. Les grévistes décidaient d'aller s'adresser aux non-grévistes, mais sans succès. Ils décidaient aussi d'empêcher l'accès de l'usine aux camions, ce qui rapidement mit en difficulté l'approvisionnement d'une usine voisine, Motorola. On vit ainsi des chefs charger en douce leur voiture personnelle et faire le va-et-vient.

Le mercredi, la direction assignait 12 grévistes en référé pour entrave à la circulation des marchandises. Mais celles-ci circulant tout de même un petit peu, le jugement était reporté.

Vendredi, la direction menait son chantage : *«Vous libérez le portail si vous voulez l'ouverture de négociations»*. Une partie des grévistes voulait continuer de bloquer l'usine, mais le fait de n'avoir pas pu étendre la grève à toute l'usine pesait sur le moral de beaucoup. Le portail était dégagé, et aussitôt c'était la ruée : plusieurs dizaines de camions venaient charger.

Aux négociations, il n'était plus question des 500 F, il était proposé 1,5 % en avril et 1 % en septembre, au lieu de 1,25 % en avril et 1,25 % en septembre ! En clair, 0,25 % de plus en avril plutôt qu'en septembre, un point, c'est tout.

Pour les grévistes, une fois le portail ouvert, la grève était finie, et le travail reprenait le lundi. Mais s'ils n'ont rien gagné, ils ont le sentiment d'avoir eu raison de tenter le coup.

Et une chose est sûre, ils ont mis une sacrée panique cette semaine dans l'usine.

SCHRADER (Pontarlier)

TROIS JOURS DE GRÈVE POUR LES SALAIRES

Schrader est une entreprise de 450 personnes qui fabrique des valves et du matériel pneumatique. C'est l'une des plus grandes entreprises de Pontarlier.

Depuis quelque temps, le mécontentement sur les salaires montait dans les ateliers. D'autant que les carnets de commande sont pleins, que la direction impose le travail le samedi et qu'elle multiplie les contrats intérim.

Aussi, mardi 7 mars, lorsque les syndicats ont appelé à un débrayage sur les salaires, la totalité des ouvriers ont arrêté le travail. La revendication proposée par la CGT (300 F uniforme et 3 % au 1er mars) a été massivement approuvée. C'est à plusieurs centaines que nous avons fait le tour des ateliers.

Mercredi 8 au matin, la grève était votée à l'appel de la CGT. Certains délégués CFDT qui appelaient à reprendre le travail (la direction proposait 3 %) se sont retrouvés tout seuls et, copieusement sifflés, sont retournés dans les ateliers. A midi, l'équipe d'après-midi a rejoint la grève.

Plus de 90 % des 300 ouvriers ont dès lors fait la grève reconductible. La direction, pleurant misère, disant qu'on allait couler l'entreprise, a mobilisé ses cadres et agents de maîtrise, réunissant le 2e collège pour les couper des grévistes. Sa manœuvre a réussi, mais les chefs – petits et grands – qui ont préféré se solidariser du patron plutôt que des ouvriers, y ont perdu le peu de crédit qu'ils avaient encore.

Pendant deux jours, la direction nous a lanternés par une négociation interminable avec les délégués CGT. Vendredi 10 mars, la direction proposait l'inspecteur du travail comme médiateur. Parmi les grévistes qui commençaient à trouver le temps long, l'idée de s'adresser aux autres usines de la ville était reprise par quelques-uns. D'autres parlaient de durcir la grève en empêchant les employés et le 2e collège de rentrer.

L'après-midi le patron en restait à : 180 F uniforme, 2 % au 1er mars, 0,5 % en augmentations individuelles, la suppression du coefficient le plus bas. On était encore loin du compte, les 250 grévistes présents décidaient de continuer l'occupation pendant le week-end et, après avoir hué les chefs réunis dans l'usine, partaient en manifestation dans Pontarlier.

En soirée, les délégués CGT, qui dirigaient le mouvement depuis le début, proposaient à la centaine de présents d'aller négocier la reprise sur les propositions du patron. Malgré les protestations des plus décidés un vote à bulletin secret eut lieu, donnant 70 pour et 30 contre.

C'est ainsi que les grévistes les plus déterminés qui s'étaient inscrits pour venir le lundi matin au piquet de grève eurent la désagréable surprise d'apprendre par la presse, le samedi, que la grève était finie et de recevoir le protocole de reprise signé par les deux syndicats !

Mais cette grève, la première de cette ampleur depuis plus de dix ans, laissera des traces et le patron ne s'en tirera peut-être pas à si bon compte.

Correspondant LO

INTÉRIM :

SOISSON FILE DOUX DEVANT LES PATRONS

Jean-Pierre Soisson, ministre du Travail, avait fait mine de tonitruer en décembre dernier, contre les pratiques abusives de certains patrons avec le travail intérimaire... Début mars, il est revenu à la charge sur le sujet, mais il avait changé de ton. Il s'est déclaré *«soucieux»* de ne pas *«casser le mouvement d'adaptation de la production et de la reprise de l'emploi dans les entreprises»*. Et pour les inspecteurs du travail qui n'auraient pas compris, il a précisé que même en cas d'abus, il fallait *«privilégier la négociation sur les sanctions»*.

Evidemment, entre-temps, certains intérimaires avaient déjà mis les pieds dans le plat. A Citroën, organisés en Comité pour les droits des intérimaires, ils ont obtenu le paiement des primes qui leur étaient dues à eux comme aux ouvriers permanents. Mais maintenant que des intérimaires ont révélé sur la place publique les abus manifestes pratiqués par, non pas un petit patron, mais un grand patron de l'automobile, un des piliers du CNPF, qui dans toutes ses usines emploie depuis des mois un volant de 10 % d'intérimaires pour pourvoir à des postes permanents, Soisson change de ton. Il n'a plus son ton bravache que pour enjoindre à ses inspecteurs du travail (qui auraient pu le prendre au mot et menacer de sévir contre les patrons qui abusent) de négocier.

Le ministre du Travail adapte sa politique aux intérêts des grands patrons. Les intérimaires, qui ne l'ont pas attendu pour revendiquer leurs droits et obtenir gain de cause, se sentent dans leur droit et ils ont compris que ce n'est qu'en s'organisant collectivement qu'ils peuvent faire reculer les patrons. A Aulnay, 22 intérimaires contestent leur fin de mission abusive par Citroën devant le tribunal. Jugement au 18 septembre. S'ils gagnent, ce ne sera pas de la faute à Soisson.

Correspondant LO

CLERMONT-FERRAND

Trois semaines de mouvements des conducteurs de bus pour les 1 200 F

Depuis le 20 février, les conducteurs de bus de la T2C (la Compagnie des transports de l'agglomération clermontoise) font quatre heures de débrayage, un jour sur deux, pour obtenir 1 200 F d'augmentation mensuelle.

La direction refuse de céder. Le mouvement se maintient, mais sans s'étendre, tandis que les usagers de leur côté s'impatientent.

Un mouvement profond mais limité.

Semaine après semaine, le même scénario se reproduit : 90 à 95 % des 360 conducteurs cessent le travail deux heures le matin et deux heures l'après-midi, selon des tranches variables, par exemple de 6 h 30 à 8 h 30 ou de 11 h 30 à 13 h 30, et de 16 h à 18 h ou de 17 h 30 à 19 h 30, et cela un jour sur deux. Des préavis de grève sont régulièrement déposés par les syndicats CGT, CFDT, FO et la FNCR, syndicat très corporatiste, tous regroupés en une Intersyndicale.

La revendication de base reste les 1 200 F par mois. Personne ne conteste l'importance du mouvement. Les dirigeants de la T2C reconnaissent que 90 % du personnel arrête le travail. A peine une douzaine de cars, sur une centaine, restent en circulation – et encore, avec des sédentaires au volant (techniciens et maîtrise). L'action est bien rodée par les syndicats : à l'heure où les débrayages doivent commencer, les conducteurs font descendre tous les passagers et ils rassemblent les véhicules vides place de Jaude, au centre de la ville, et devant la gare SNCF. Ils tournent autour de la place, klaxons bloqués, pendant que beaucoup de gens, personnes âgées ou scolaires, attendent au bord des trottoirs. Ou alors les chauffeurs se rassemblent au dépôt, devant les bureaux de la direction, en réclamant des négociations.

Une direction qui joue le temps.

La grève ne gagne pas de terrain : les conducteurs sont mobilisés, mais ils restent repliés sur eux-mêmes, sans chercher à s'adresser aux usagers par exemple qui, du coup, n'apprécient pas vraiment de voir par exemple les cars passer et repasser sous leur nez, au cours de leurs «tournées», place de Jaude ! La direction de la T2C joue sur l'usure du mouvement. Elle conteste les chiffres publiés par les syndicats et affirme qu'elle ne peut pas accorder plus que prévu : 3,4 % étalés sur l'année 1989. Elle déclare que le salaire brut d'embauche est de 7 350 F par mois pour 37 heures par semaine, avec 3 % d'augmentation au bout du 6e mois, ainsi qu'une prime de congés de 5 000 F. Les syndicats opposent d'autres arguments chiffrés. Ils font remarquer que le salaire se rapporte à des horaires effectués sept jours sur sept, toutes primes comprises, y compris dimanches et fêtes. Au dépôt, les ouvriers de l'entretien, également en grève, ne touchent que 6 000 F brut. Cette polémique sur les chiffres et les demandes de rendez-vous pour pouvoir négocier reflètent une situation bloquée, que les grévistes pourraient faire évoluer en leur faveur en s'en donnant vraiment les moyens.

Quelles perspectives pour les grévistes ?

Les conducteurs pourraient trouver le contact direct avec le public, les usagers, en s'adressant à eux, en discutant et, pourquoi pas, en les transportant gratuitement le temps de leurs débrayages ! C'est en tout cas une réflexion que l'on entend ici et là. Ils pourraient aller voir les conducteurs des autres compagnies de cars, stationnés à la gare routière, ainsi que les chauffeurs des cars ouvriers Michelin. La crainte de voir le mouvement s'étendre avec le soutien des usagers pourrait faire évoluer la situation en faveur des grévistes.

Des débrayages identiques étaient encore prévus pour mardi 13 et jeudi 15 mars. La T2C se contente *«d'informer sa fidèle clientèle qu'elle regrette de ne pouvoir assurer normalement le service»,* tout en annonçant qu'elle tiendra compte des pertubations pour renouveler les abonnements à tarif réduit. La direction a reçu un appui de poids avec l'appel de Roger Quilliot, ex-ministre du Logement et maire de Clermont-Ferrand qui vient d'être réélu au premier tour. Ce «socialiste» a désavoué la grève et appelle les conducteurs à être «raisonnables» en cessant leur mouvement !

Ce sont les syndicats qui semblent ébranlés par ces pressions. Ils viennent de faire savoir que, s'ils avaient la promesse d'un rendez-vous de négociation, ils seraient prêts, eux, à *«réviser à la baisse leurs exigences».* La parole reste tout de même aux conducteurs, toujours décidés, à l'heure où nous écrivons, à poursuivre massivement leur lutte.

LE «SECTEUR SOCIAL» MANIFESTE :

«Evin, Rocard, le Social en a marre»

Plusieurs milliers de salariés du secteur social ont manifesté ce jeudi 9 mars à Paris aux cris de : *«2 000 francs tout de suite, le social est dans la rue», «secteur social : salaires inadaptés, les personnels ne veulent pas la charité»,* derrière les banderoles du Collectif Régional de Mobilisation (CREM) regroupant les travailleurs du public et du privé. Des salariés de province sont venus renforcer le cortège, entre autres du Nord-Pas-de-Calais, Loiret et de l'Oise. Dans certains centres, pour aller à la manifestation, il y a eu grève ce jour-là.

Un premier rassemblement en février avait déjà réuni 1 200 personnes devant le ministère de la Santé et des Affaires sociales pour : 2 000 F pour tous, pas de salaires au-dessous de 6 000 F, une convention collective unique, plus de moyens pour la formation et un «plan d'urgence» (création de postes, alors qu'aujourd'hui on en supprime). Des AG, des débrayages ont eu lieu.

Toutes les catégories sont concernées et se sont retrouvées aux manifestations : éducateurs, assistantes sociales, orthophonistes, kinésithérapeutes, etc., mais aussi les services administratifs et le personnel ouvrier, femmes de ménage, lingères, travailleuses familiales...

Une délégation a été reçue par le ministère, mais c'était pour s'entendre dire que ce secteur est privilégié et que la moyenne des salaires est déjà de 8 000 F!

Nous savons tous que nos salaires dépassent rarement les 6 000 F quand on débute : les éducateurs de jeunes enfants et auxiliaires gagnent autour de 5 000 F, les assistantes sociales 6 000 F ainsi que les personnels paramédicaux. Pour de nombreuses catégories, les salaires n'atteignent même pas les 5 000 F! De plus, les salaires sont bloqués depuis juin 1982, comme pour tous les autres travailleurs.

Après la manifestation, une assemblée générale de 250 personnes s'est tenue. Elle a décidé d'appeler à une nouvelle assemblée à Paris, le 25 mars, pour se coordonner et préparer une nouvelle manifestation pour le 21 avril.

Correspondant LO

CHAFFOTEAUX
Saint-Brieuc

LA CGT APPELLE A LA REPRISE

Mercredi 15 mars, après quatre semaines de grève, devant une assemblée générale de 300 grévistes, la CGT de Chaffoteaux a proposé de reprendre le travail tout de suite, prétextant les difficultés financières que rencontrait chacun. Et malgré les propositions des militants les plus déterminés de poursuivre le mouvement qu'exprimait le délégué de FO, le poids de la CGT a entraîné la majorité de l'AG à accepter l'idée de la reprise.

Pourtant, seuls 60 grévistes se sont prononcés pour la reprise du travail. Alors que les 30 les plus combatifs affirmaient leur volonté de continuer la grève, la grande majorité, assommée, démoralisée par la volonté de la CGT d'arrêter la grève, ne se prononçait pas.

Pourtant, la force de la grève restait intacte.

Depuis lundi 13 mars, bien sûr, la direction de Chaffoteaux, forte des résultats de son vote à bulletin secret, avait décidé la réouverture de l'usine qu'elle avait fermée après trois jours de grève.

En prévision de cette ouverture, elle avait convoqué, vendredi 10 mars, 250 cadres, agents de maîtrise, techniciens et ouvriers d'entretien pour remettre en route les machines. Mais lorsqu'ils se sont présentés à la grille, 300 grévistes les attendaient, bien décidés à leur montrer qu'après bientôt quatre semaines de grève, leur détermination était toujours intacte malgré toutes les pressions.

La direction croyait qu'il suffisait que 94% des 954 votants se soient prononcés pour la reprise pour que celle-ci soit réellement effective. En fait, la direction a dû subir, vendredi après-midi, pendant plus de trois heures, la pression des travailleurs en grève. Et devant cette pression, quelques régleurs et professionels rejoignaient à nouveau le camp de la grève.

Lundi 13 mars, à 5 heures, à l'embauche de l'équipe du matin, environ 150 travailleurs se sont retrouvés en piquet pour convaincre ceux qui entraient à ne pas rejoindre leur poste. La direction, de son côté, avait mobilisé tout son encadrement dès 5 heures également, encadrement qui fut copieusement sifflé et dû entendre des quolibets de toute sorte. Le moral était bon du côté des grévistes et le piquet de l'équipe du matin s'était bien renforcé.

A huit heures, plus de 500 travailleurs votaient dans l'enthousiasme la poursuite de la grève. Durant cette journée du 13, plusieurs tours des ateliers ont été faits où les chefs ont dû essuyer encore la colère des travailleurs en grève. Et, après avoir encore gagné des travailleurs de l'équipe de l'après-midi, les grévistes se sont à nouveau donné rendez-vous pour le lendemain à 5 heures au piquet.

Le mardi 14, le nombre de grévistes s'est stabilisé, mais la production a repris, démoralisant les moins combatifs. Malgré la présence d'un huissier, malgré l'arrogance des chefs et l'énervement du directeur de l'usine, le nombre de travailleurs ayant repris le travail est pourtant resté faible. La moitié des ouvriers de production est restée en grève, attendant une initiative de la direction. Beaucoup se demandent s'il sera possible de la faire reculer, mais personne n'a envie de lâcher les 56 licenciables.

La direction de son côté tablait plutôt sur un baroud d'honneur des grévistes ; elle n'a rien lâché lors de la réunion extraordinaire du CE convoquée ce mardi 14 en fin d'après-midi. Le résultat de cette entrevue était décevant pour les grévistes, mais le noyau combatif de la grève restait toujours déterminé.

Cela n'empêcha pas la CGT de mettre tout son poids dans la balance, le lendemain mercredi, pour entraîner la reprise du travail.

La rage au cœur, les licenciables ont l'impression d'avoir été lâchés par la CGT, les plus combatifs aussi. Et c'est pour cela que la reprise, même si elle doit se faire, n'aura pas lieu mercredi, comme la CGT le souhaitait.

Cette grève de quatre semaines n'a certes pas fait reculer la direction sur les 56 licenciements. Mais il n'est pas certain que celle-ci soit débarrassée de la résistance des travailleurs de l'usine.

Correspondant LO

PELPEL
Rennes

UN PATRON QUI FAIT LA CHASSE AUX MILITANTS

L'usine Pelpel, dans la banlieue de Rennes, est, avec ses 160 ouvriers, l'une des plus importantes entreprises de tôlerie industrielle de la région.

Les patrons y sont les rois. Depuis 40 ans, il ne s'y passe rien. Les syndicats, surtout la CGT, soumis aux pressions patronales, ont bien du mal à y survivre. Et comme partout, on explique aux ouvriers que, s'ils revendiquent pour leurs salaires, ils vont mettre l'usine en péril.

Mais, depuis quelque temps, un petit noyau d'ouvriers décidés a essayé de remettre sur pied une activité syndicale. Ils ont tout de suite été la cible du patron et des chefs.

A la fin du mois de janvier, la CGT a averti la direction qu'un nouveau délégué syndical était nommé, sans prendre garde au fait qu'il manquait au camarade désigné quelques semaines pour avoir son année de présence réglementaire dans l'entreprise. Le patron, lui, n'a pas raté l'occasion et, dans les semaines qui ont suivi, il lui a fait part de son intention de le licencier, en le convoquant, par lettre recommandée, à un entretien préalable au licenciement.

Le patron a trouvé le motif du licenciement à l'occasion d'une réunion de négociation salariale à laquelle ce camarade assistait en tant que porte-parole de la CGT : le patron a trouvé qu'il n'était pas retourné assez vite à son poste de travail à l'issue de la réunion...

Entre-temps, ce camarade est tombé malade et le patron, pressé d'en finir avec lui, lui a envoyé une deuxième convocation, par huissier, lui fixant un rendez-vous pour l'entretien préalable, alors qu'il était malade, convocation à laquelle il n'a pas pu se rendre.

Dans l'entreprise, aussitôt, une pétition contre ce licenciement s'est mise à circuler et a recueilli plus d'une centaine de signatures. Les délégués du personnel l'ont portée au patron qui leur a claqué la porte au nez en leur disant qu'il *«refusait leur ultimatum»*.

Le 7 mars, le camarade arrivait à son année de présence et devenait donc le délégué syndical de l'entreprise pour la CGT. Mais sachant cela, le patron lui a notifié son licenciement, toujours par huissier, en date du 6 mars, c'est-à-dire la veille.

Ces méthodes ont provoqué l'indignation dans l'usine. Le 10 mars, à l'embauche, s'est tenue une assemblée générale qui a réuni près de 80 personnes, affirmant leur solidarité avec leur camarade. C'était la première fois dans l'usine que les travailleurs réagissaient aussi nombreux.

Le patron préfère sans doute perdre un procès aux Prud'hommes, quelle que soit l'amende, plutôt que de voir revenir un militant dans son entreprise. Reste à voir si les travailleurs ne le feront pas reculer.

Correspondant LO

THOMSON

UNE ENTREPRISE EN POINTE... POUR RÉDUIRE LES EFFECTIFS

La presse s'est récemment fait l'écho des projets de Thomson en matière d'emploi. Il s'agit d'un projet d'accord sur la *«prévention des difficultés de l'emploi»* appelé *«Gestion prévisionnelle d'emplois»* ; il a été signé par la CGC, la CFTC et FO. Certains y voient la suppression des plans de licenciements et c'est vrai : il n'y aura plus de plans successifs comme la Thomson le fait depuis des années..., ce sera les licenciements en permanence !

Du fait de la *«compétition internationale»*, il s'agit de *«prévoir les retombées sociales»*, de déterminer *«les populations à risque»* et de *«définir des mesures d'accompagnement»* qui seront du genre *«convention de reclassement interne ou externe»* avec offres d'emplois se concluant toujours, en cas de refus, par le licenciement individuel ! Plus besoin de la procédure actuelle, jugée trop lourde par les patrons, pour se débarrasser des travailleurs.

Gomez, le PDG de Thomson, veut être le premier PDG d'une entreprise nationalisée à mettre en place un plan de licenciement permanent. Il faut dire qu'il a un sacré entraînement puisqu'il a déjà réussi à faire baisser les effectifs du groupe de 45 000, en France, de 1982 à 1988.. Quand on sait que, pendant le même temps, les investissements financiers – c'est-à-dire en fait les fonds investis dans la spéculation financière (qui ne servent donc qu'à remplir les poches de quelques-uns) – ont augmenté de plus de 1 000% et que cela permet à la Banque Thomson Finances de posséder près de 150 milliards de francs, on voit que la politique de licenciement – et de blocage des salaires par ailleurs – est tout bénéfice pour Thomson !

DASSAULT

Colomiers (Région toulousaine)

FACE AUX MENACES DE SERGE DASSAULT LES TRAVAILLEURS RÉAGISSENT

Vendredi 10 mars, venu apporter son soutien à Jacques Lévy, tête de liste PS aux élections municipales à Toulouse, lors de son meeting de clôture de campagne électorale, Michel Rocard a été obligé d'écourter son discours sous les huées de ceux de Dassault, menacés de licenciements.

A l'appel de l'intersyndicale (CFDT, CGT, CGC, FO et CFTC), depuis 17 h, à un millier, ils attendaient devant la salle du meeting de façon à pouvoir entrer les premiers et à être les mieux placés afin de demander des comptes à Rocard. Mais seulement une centaine d'entre eux a pu entrer, le service d'ordre du Parti Socialiste ayant fait obstacle au plus grand nombre, ainsi qu'à un groupe d'instituteurs et de professeurs venus aussi manifester. Il n'empêche qu'ils se sont fait entendre : *«On est venu chercher une réponse, pas pour écouter du blabla» ; «Dassault-boulot» ; «Vendu !» ; «On n'ira pas voter...» ; «En 1987, si on avait su...»*.

Il faut dire que l'Etat est l'actionnaire majoritaire de la société Dassault et que Serge Dassault aurait déposé sur les bureaux du ministère un projet de licenciements massifs à l'usine de Colomiers, près de Toulouse. 1 500 travailleurs sont concernés par cette menace. D'après un tract CFDT, il serait plutôt question de 500 licenciements secs, 500 travailleurs resteraient dans l'usine et 500 autres seraient repris à l'Aerospatiale. Si pour l'instant rien n'est officiel, la stupeur a été grande lors de l'annonce de cette «nouvelle» et aujourd'hui l'inquiétude règne mais aussi la colère. Car après avoir déjà fermé 4 usines, Serge Dassault s'attaque maintenant aux travailleurs de la 5e qui, aux dires des syndicats, a du travail pour deux ans ! De plus, s'il prétend avoir réalisé, en 1988, moins de bénéfices qu'auparavant, il n'en reste pas moins la 2e fortune de France.

Les débrayages proposés pour participer à différentes actions spectaculaires sont massivement suivis. Ainsi, les travailleurs de Dassault sont allés, mercredi 1er mars, interpeller les industriels exposant au SIAM ; ils ont vu le maire de Toulouse mais aussi les élus au Conseil régional, mardi 7 mars, et le lendemain, ils ont procédé à une opération-escargot à l'aéroport de Toulouse-Blagnac. Jeudi 16 mars, ils devaient «monter» à Paris pour demander des comptes au ministre Chevènement ainsi qu'à Serge Dassault. Un mot d'ordre de grève était lancé dans toutes les usines ce jour-là.

Pour le moment, ceux de Dassault veulent des réponses quant à leur avenir. Ils ne sont pas en grève. Mais si Dassault mettait à exécution son plan anti-ouvrier, ils sont décidés à se mettre en grève totale.

THOMSON – Tubes électriques

(Vélizy)

NON AUX LICENCIEMENTS

A Thomson Tubes Electroniques à Vélizy (filiale Thomson), la direction veut faire passer les effectifs de 1 290 fin 1988 à 940 pour la fin 1993. En ce moment, un plan de 262 licenciements est en cours.

Vendredi 10 mars, lors du dernier Comité d'Entreprise extraordinaire, près de 200 personnes ont débrayé au cours de la matinée. A quelques dizaines, nous avons essayé d'entraîner nos camarades dans la grève le matin à l'entrée puis, plus nombreux, nous avons perturbé la tenue du CE en envahissant la salle où se tenait la réunion. Certains ont manifesté devant l'usine en fin de matinée.

Le nombre et la détermination n'étaient certes pas suffisants pour que la direction modifie ses projets. Mais celle-ci sait tout de même que la colère peut toujours éclater. D'ailleurs, ce jeudi, la veille du CE, elle avait pris ses dispositions : certains fours avaient été arrêtés et purgés comme si la semaine était finie, le matériel rangé et les tubes mis sous clés comme si des hordes de vandales allaient déferler. Le directeur, venu à l'usine dans la nuit, convoquait ses cadres à 6 h du matin avec consigne de garer leur voiture à l'extérieur. Et le vendredi matin, lors du CE, le directeur et le chef du personnel, d'habitude si arrogants, ont supporté pendant plus d'une heure les quolibets et les cris de plus de 100 grévistes sans desserrer les dents et sans sourciller, trop anxieux de ne pas risquer de déclencher, par leur attitude, la vraie colère...

Correspondant LO

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. – B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

lire

RÉÉDITION

"LES JOURS DE NOTRE MORT"

de David Rousset

(AFP)

Publié pour la première fois en 1947, c'est dès son retour du camp de Buchenwald que David Rousset écrivit *Les jours de notre mort,* un témoignage hallucinant. D'emblée, dès les premières pages, on entre dans un univers de terreur : les pendaisons, les brutalités permanentes contre les détenus, mais aussi la révolte de certains d'entre eux qui, jusqu'à l'ultime moment, s'acharnent à braver leurs bourreaux.

***«Les nazis n'en veulent pas seulement à notre peau, mais à notre conscience d'hommes»,* dit David Rousset. Et il montre, en quelque 800 pages, comment certains ont réussi à résister au cœur de la barbarie et à maintenir, justement, cette conscience.**

A Buchenwald, les communistes allemands, qui sont les plus anciens parmi les prisonniers (ils furent les premières victimes du nazisme dès 1933), sont au sommet de la hiérarchie des détenus. Ce n'est pas le cas partout. Au jeune prisonnier politique qui arrive désespéré dans cet enfer, un vieux militant explique comment on en est arrivé là, comment les nazis ont embrigadé des millions de petits-bourgeois rendus fous par la crise du capitalisme. Et les anciens expliquent aussi que la lutte n'est pas finie, qu'il y aura un après ; puisqu'on peut encore comprendre, résister, on doit essayer de continuer à vivre. Les militants ne se sont pas résignés. Même au plus noir du gouffre, ils n'ont encore d'autre passion que de préparer le monde à venir. C'est ce qui les maintient en vie. Les discussions, les tentative d'explication, les perspectives tracées, tissent la trame de ce roman.

Les camps, produit du capitalisme en crise, en étaient la caricature. L'Allemagne en guerre a essayé d'utiliser la main-d'œuvre des détenus pour son industrie de guerre, reproduisant, en mille fois pire, dans le pays le plus développé du XX^{e} siècle, les conditions de l'esclavage antique. Les nazis ne pouvaient mettre un homme en arme derrière chaque prisonnier, il fallut dans une certaine mesure faire appel aux prisonnniers eux-mêmes pour assurer le fonctionnement des camps. C'est pourquoi à partir de 1939-40, une féroce lutte pour le pouvoir se déroula entre prisonniers politiques et prisonniers de droit commun. Il fallait que les chefs d'équipe (les «kapos») choisis par les SS soient des militants, pour éviter que l'équipe soit soumise au sadisme ou à l'arbitraire d'un petit truand. Accéder à quelques responsabilités était la seule façon de protéger un peu la vie des militants. C'est ainsi que tout un réseau, depuis le renseignement jusqu'aux groupes de combat, de l'intendance à la direction politique, se forma dans les camps.

Les militants communistes de cette génération avaient l'habitude des luttes difficiles et de la clandestinité. Ils avaient appris à juger les individus et savaient reconnaître ceux qui pouvaient être utiles. Ils savaient qu'il ne pouvait y avoir de survie que collective et que seule l'organisation permettrait de résister à l'entreprise de destruction. C'est dans ces conditions que des organisations communistes virent le jour dans les camps. Mais bien entendu ces organisations, tout comme celles de l'extérieur, étaient marquées politiquement par le stalinisme. Strictement clandestines, ces organisations, si elles étaient puissantes, avaient de fait droit de vie et de mort sur un certain nombre de détenus. Si des militants communistes posaient le problème de l'insurrection après la défaite et le renversement de Hitler, en fait, la direction communiste clandestine, suivant en cela les directives staliniennes d'Union sacrée, protégeait ses amis politiques gaullistes ou des grands patrons comme Dassault et envoyait à la mort les militants soupçonnés de trotskisme. Rousset, lui-même trotskiste à l'époque, ne survécut que parce qu'il cacha son appartenance à la IV^{e} internationale.

Rousset nous fait côtoyer, au fil des pages, cette génération de cadres révolutionnaires devenus staliniens, victimes du nazisme mais victimes d'abord de la politique de leur parti qui les conduisit à la défaite en 1933. Ces militants, une fois jetés au fond des camps, disparus pour tous, se sont acharnés à essayer de survivre. Ils l'ont fait grâce à ce que la vague révolutionnaire des années 1920 avait éveillé en eux : la fierté d'être des ouvriers communistes, le courage politique, le dévouement à leur parti et le sens de l'organisation. Même si le stalinisme leur avait appris aussi un certain mépris des masses et le cynisme politique.

Au-delà du témoignage sur l'univers concentrationnaire, c'est aussi le caractère paradoxal de cette génération de militants communistes que Rousset nous rend sensible. Et ce livre s'achève, au moment de leur délivrance, sur un accent de victoire, car *«tels que nous sommes»,* écrit Rousset, *«nous portons cependant un triomphe... pour toute la collectivité des hommes. Jamais nous n'avons renoncé à lutter, jamais nous n'avons renié. Jamais nous n'avons blasphémé contre la vie».*

Paul GALLOIS

Les jours de notre mort, de *David Rousset, Ed. Ramsay, 200 F. Le livre a été édité dans le passé aux Editions 10/18, mais est malheureusement devenu introuvable dans cette collection de poche.*

voir

"La mort d'un commis voyageur"

de Volker Schlöndorff
avec Dustin Hoffman

Pour vendre, il faut plaire et il faut faire rire. Il faut cependant aussi savoir jusqu'où ne pas aller trop loin et apprécier la limite à partir de laquelle on passe, aux yeux des clients éventuels et de son patron, du commis voyageur efficace au rang du «rigolo» dont ils aspirent à se débarrasser.

Le commis voyageur Willi Loman a passé la soixantaine. Il est fatigué. Il est entré dans l'âge où, les difficultés matérielles et familiales aidant, il ne sait plus prendre la mesure exacte des choses. Saisi par ses rancœurs ou ses rêveries, il perd par moment la notion du temps ou sa route, quand ce n'est pas le contrôle de sa voiture. Il n'a plus tout à fait sa tête à lui et celle-ci ne revient plus tellement à son patron, qui lui retire au fur et à mesure ses secteurs d'activités.

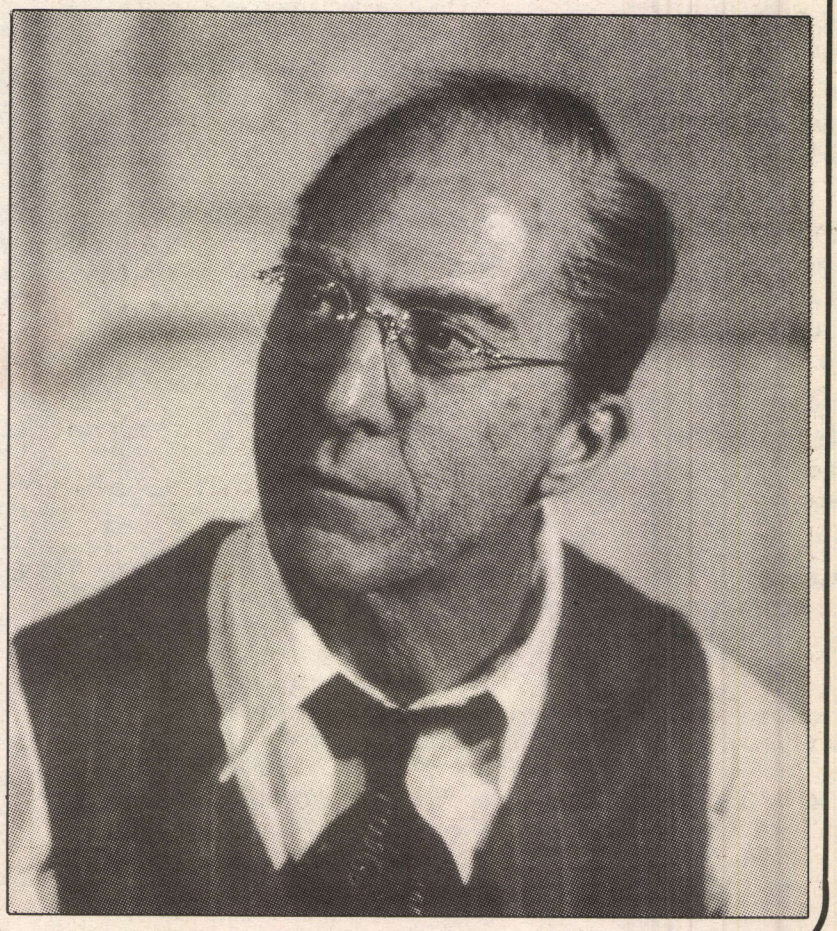
Mais il reste les traites à payer pour la maison qui se déglingue, pour la voiture qui tombe en panne ou pour le frigo qui ne fonctionne plus qu'avec des ratés. Willi Loman n'a pas fait fortune et se retrouve sans ressources. Sa femme a vécu au foyer, aux petits soins de sa personne lorsqu'il y revenait, et ses enfants, devenus adultes, ont tout raté et n'ont pas de situation. Il leur a pourtant donné tout ce qu'il croyait le meilleur pour eux : en particulier sa façon de penser, sa morale, celle nécessaire pour faire un bon commis voyageur, plaisant à tous, débrouillard, dévoué à son activité, respectueux de son patron et ambitieux au niveau de sa famille, selon ce qu'il considère comme l'art de vivre.

Willi Loman, pour son malheur, vit dans la société américaine. Pas celle de la crise cependant, celle des années cinquante, époque à laquelle, au moins en Europe, pour nombre de gens, l'Amérique passait pour le Pérou. Car on pouvait sinon y faire fortune, du moins s'y tailler une place.

Willi Loman et sa famille ne figurent pas parmi les plus démunis de la société américaine. Ils sont de tout petits petits-bourgeois. Mais pour eux, la société américaine paraît impitoyable et le jour sous lequel elle apparaît au spectateur provoque un sentiment profond de révolte. La pièce d'Arthur Miller, *La mort d'un commis voyageur,* est un réquisitoire contre elle.

Le film sert fidèlement l'œuvre et Dustin Hoffman, dans le rôle principal, l'interprète avec talent.

Louis GUILBERT



Du «boom» à la surchauffe

LE RETOUR DE L'INFLATION

Il y a quelques semaines, la presse annonçait encore que la crise économique était terminée, qu'on était en plein boom économique, que les échanges mondiaux n'avaient jamais autant augmenté depuis 10 ans... Bref, que tout allait bien. Que l'économie était enfin repartie, grâce à la baisse des «coûts salariaux» évidemment, c'est-à-dire grâce au blocage des salaires et à l'appauvrissement de la majorité des populations ! En un mot, que la relance des profits valait bien que les travailleurs se privent...

Mais qu'évidemment aussi, avec la relance économique – la «surchauffe» comme on dit – revenait, inévitable, le danger de l'inflation : il faut faire avec les «lois naturelles» de l'économie, voudraient nous faire croire les chantres du capitalisme.

En réalité, les possesseurs de capitaux ont sans doute été les seuls à ressentir les bienfaits de la «relance économique», en ces temps d'émeutes de la faim dans les pays du Tiers Monde, de chômage et de blocage des salaires dans les pays riches. Car désormais, en plus de l'appauvrissement, les prix se remettent à grimper !

Que la crise économique mondiale soit terminée, c'est d'ailleurs bien vite dit. Et que la «surchauffe économique» soit la seule cause de la reprise de l'inflation, c'est encore plus vite dit. La surchauffe financière peut en effet dépasser largement la surchauffe économique elle-même : la croissance de la sphère financière mondiale, et des vastes mouvements spéculatifs qui vont avec, dépasse aujourd'hui largement celle des simples échanges mondiaux de marchandises comme celle de l'échelle de la production. C'est d'ailleurs ce déséquilibre qui est l'une des formes caractéristiques de la crise actuelle de l'économie capitaliste mondiale.

Que le redémarrage de l'inflation ne doive rien à la reprise supposée de l'économie, ce n'est pas nous qui le disons, mais entre autres, un journaliste économique du journal *Le Monde* (Paul Fabra, dans un article intitulé *«La mauvaise surprise de l'inflation»* dans l'édition du mardi 7 mars). Il n'hésite d'ailleurs pas à contredire en cela ses collègues qui se félicitaient dans le même journal, huit jours auparavant, de la reprise de l'économie mondiale et se résignaient à l'inflation qui irait avec (cf. *Le Monde* daté du 1er mars).

«L'explication la plus courante (de l'inflation) est de nouveau que l'origine de l'inflation se trouve dans la surchauffe économique, écrit donc Paul Fabra, qui continue ainsi : *Mais (...) si la croissance économique a si vite pris l'allure d'une «surchauffe», le motif n'en serait-il pas que, dès le départ, elle était alimentée par une bonne dose d'inflation monétaire dont on veut expliquer les effets par cette croissance ?»* En effet, le krach boursier de 1987 n'a été enrayé que dans la mesure où les différentes banques centrales des pays riches ont ouvert en grand les vannes du crédit à la finance internationale, c'est-à-dire ont créé de la monnaie qui n'a pas trouvé de contrepartie proportionnelle en investissements productifs, destinés à créer des richesses réelles.

On le voit, quand ils discutent entre eux, les économistes sont loin de partager le même optimisme.

Le commerce mondial a peut-être un peu augmenté comparativement aux années précédentes, mais les simples mouvements de capitaux, la vente et l'achat d'entreprises déjà existantes, et finalement la seule spéculation financière, ont augmenté bien plus encore. Et l'inflation, la création de monnaie à partir de rien par les grands Etats capitalistes, constitue, sur le dos de la grande masse des consommateurs, la caisse d'assurance capitaliste contre les risques de la spéculation financière. Loin d'annoncer des lendemains économiques qui chantent, l'inflation n'est qu'une des techniques financières du capitalisme mondial, de la gestion de la crise économique au dépens des classes populaires de la planète.

Il y a 15 ans, les économistes avaient déjà inventé le mot «stagflation», pour indiquer que contrairement au mythe de l'économie capitaliste «idéale», l'inflation pouvait tout-à-fait bien accompagner la stagnation relative de l'économie. On a fait encore mieux depuis. Ce n'est plus ni l'inflation, ni la «stagflation», mais la «crise-flation», ou l'inflation de la crise, comme on voudra...

H.C.

Le problème de la dette du Tiers Monde

COMMENT ANNULER UNE DETTE SANS PERDRE D'ARGENT...

Le nouveau plan prévoyant l'annulation d'une partie de la dette des pays sous-développés vient d'être présenté par le secrétaire américain au Trésor, Nicholas Brady.

Cela faisait déjà un certain temps que l'administration américaine prévoyait un tel allègement du fardeau financier qui pèse sur les pays pauvres. Mais ce n'est tout de même pas un hasard si le plan a été présenté quelques jours seulement après les émeutes qui ont ensanglanté les principales villes du Venezuela.

On ne connaît pas encore les détails du plan concocté par le responsable américain au Trésor. Une chose est pourtant déjà presque certaine, la mesure d'annulation d'une partie de la dette touchera d'abord et peut-être exclusivement les pays dits «à revenus intermédiaires», comme ceux d'Amérique latine par exemple, des pays pas trop pauvres donc, où pour des banques il fait bon investir et réinvestir. Elles pourront ainsi diminuer une partie des anciennes dettes tout en en créant de nouvelles.

Mais les requins de la finance étant ce qu'ils sont, les banques américaines, comme d'ailleurs celles d'autres pays occidentaux, ne sont pas prêtes à s'engager dans des programmes de réduction de leurs créances sans obtenir, comme l'a réclamé le président de la Bank of America, *«de plus grandes facilités fiscales»*. Autrement dit, si les pauvres du Tiers Monde paieront un temps un peu moins, il faudra bien trouver le manque à gagner ailleurs, par exemple dans les poches des travailleurs des pays industrialisés, par le biais des impôts. Et cela, pour que les banques, elles, n'aient strictement rien à lâcher.

Reste donc à faire contre elles l'union entre les peuples des pays pauvres saignés par le capital et les travailleurs des pays riches qui ne veulent pas devenir, eux aussi, de plus en plus pauvres.

Georges LATTIER

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995